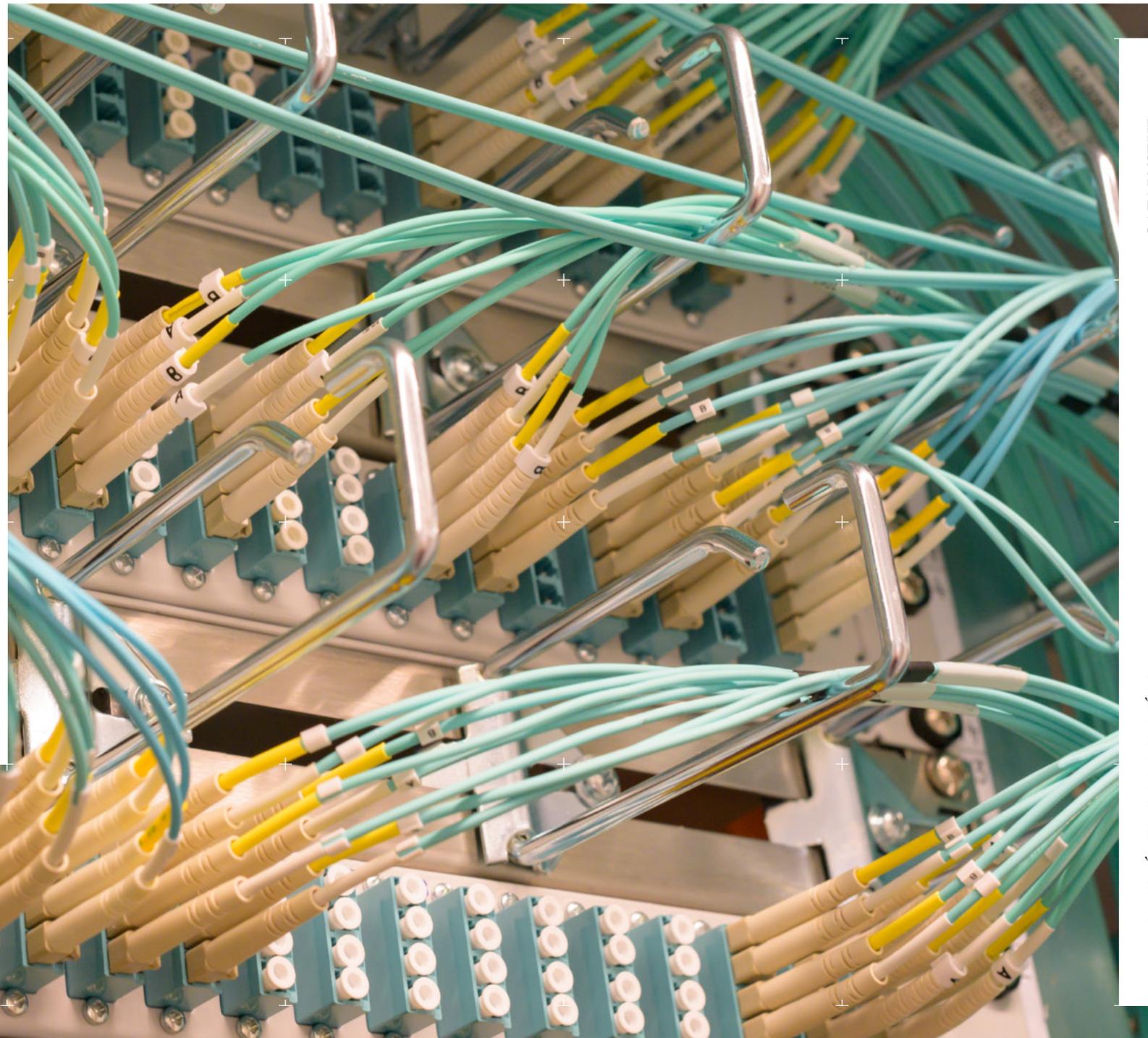
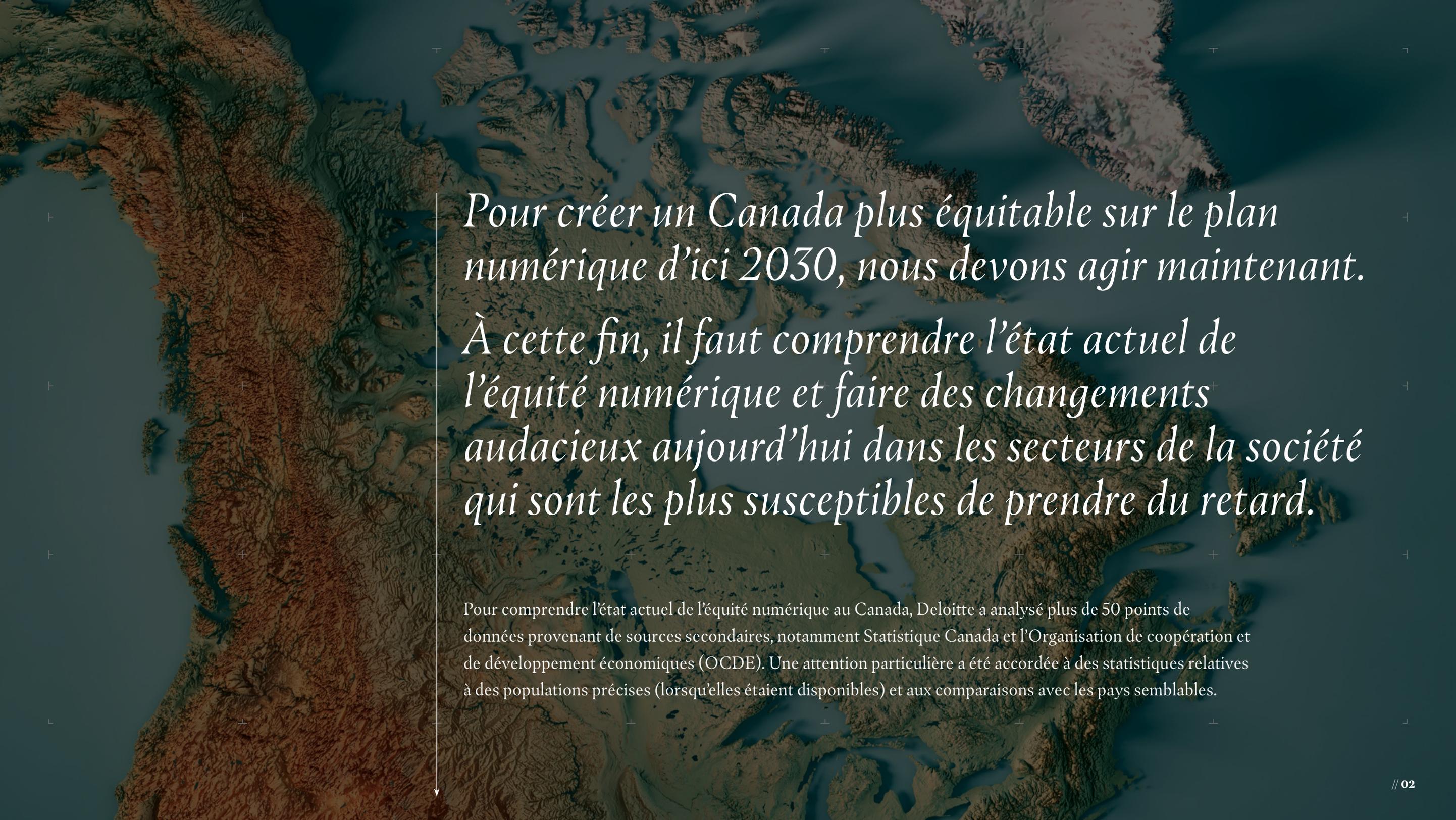


Supplément de données





Pour créer un Canada plus équitable sur le plan numérique d'ici 2030, nous devons agir maintenant.

À cette fin, il faut comprendre l'état actuel de l'équité numérique et faire des changements audacieux aujourd'hui dans les secteurs de la société qui sont les plus susceptibles de prendre du retard.

Pour comprendre l'état actuel de l'équité numérique au Canada, Deloitte a analysé plus de 50 points de données provenant de sources secondaires, notamment Statistique Canada et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Une attention particulière a été accordée à des statistiques relatives à des populations précises (lorsqu'elles étaient disponibles) et aux comparaisons avec les pays semblables.

1. Accès

┆ *Les gens et les organisations possèdent-ils l'infrastructure numérique, les appareils et le contenu dont ils ont besoin pour interagir avec le monde numérique?*

2. Participation

┆ *Les gens et les organisations ont-ils la capacité d'interagir avec les technologies numériques, d'apprendre de celles-ci et d'en développer de nouvelles?*

3. Écosystème

┆ *Possédons-nous un écosystème numérique et politique qui permet aux gens et aux organisations de réussir dans le monde numérique?*

→ **POUR COMPRENDRE
L'ÉTAT DE L'ÉQUITÉ NUMÉRIQUE D'UN PAYS,
IL FAUT ÉVALUER TROIS COMPOSANTES.**

- ♦ *Au moment de mesurer ces composantes, nous souhaitons comprendre où se situent les groupes démographiques précis par rapport au rendement global du Canada.*
- ♦ *Les paramètres ont été choisis pour illustrer la différence entre les statistiques globales et au chapitre des populations. Cela a permis de mettre en lumière les populations qui tendent à être désavantagées.*

L'ANALYSE DES SOURCES DE DONNÉES SECONDAIRES RÉVÈLE UN MANQUE PRÉOCCUPANT DE DONNÉES PERMETTANT D'ÉVALUER LA SITUATION D'ÉQUITÉ NUMÉRIQUE DU CANADA.

	CRITÈRE	TYPE	PRINCIPAUX INDICATEURS DE DONNÉES
<p>→ Données canadiennes incomplètes, particulièrement en ce qui a trait aux groupes de population</p> <p>→ Peu ou pas de données canadiennes disponibles</p>	ACCÈS	UTILISATION	→ Utilisation d'internet selon le sexe, l'ethnicité, l'âge et le revenu
		QUALITÉ	→ Vitesses internet disponibles/accessibles selon le sexe, la race, l'âge et le revenu
			→ Vitesses internet disponibles/accessibles pour les entreprises canadiennes selon la taille et d'autres caractéristiques
		INFRASTRUCTURE	→ Abonnements à haut débit disponibles/accessibles selon le sexe, la race, l'âge et le revenu
			Abonnements à haut débit accessibles pour les entreprises canadiennes selon la taille et d'autres caractéristiques
	PRIX	Tarifs du haut débit en fonction de la parité de pouvoir d'achat	
	ACCESSIBILITÉ	→ % du revenu consacré à internet par les ménages selon le sexe, l'ethnicité, l'âge et le revenu	
		Pointage d'accessibilité au web selon la taille et le secteur	
	PARTICIPATION	ÉTUDES OFFICIELLES	→ Spécialistes en TIC selon le sexe, l'ethnicité et l'âge
			→ Pointages de connaissances numériques selon le sexe, l'ethnicité, l'âge et le revenu
		COMPÉTENCES NUMÉRIQUES	% des personnes possédant des compétences numériques de base ou supérieures selon le sexe, l'ethnicité, l'âge et le revenu
			% des personnes exposées à un risque élevé d'automatisation de leurs tâches selon le sexe, l'ethnicité, l'âge et le revenu
		FORMATION	→ % des entreprises offrant une formation permettant aux employés d'acquérir des compétences numériques selon la taille de l'entreprise
	→ % des personnes ayant accès à de l'enseignement en compétences numériques		
	PARTICIPATION	→ % des personnes ayant accès à des services numériques (p. ex. les services bancaires sur internet ou la recherche d'emploi sur LinkedIn) selon le sexe, l'ethnicité, l'âge et le revenu	
		→ % d'entreprises qui adoptent des technologies numériques selon la taille et d'autres caractéristiques	
	ÉCOSYSTÈME	ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET RÉGLEMENTAIRE SUR L'ACCESSIBILITÉ, LES INFRASTRUCTURES, ET LA PROTECTION DES ENTREPRISES ET DES PERSONNES	→ Indice de l'évolution numérique (digital evolution index)
			→ Indice DARE
			→ Utilisation de renseignements personnels/cybersécurité/sécurité et confiance

MALGRÉ LE MANQUE DE DONNÉES, IL EST ÉVIDENT QUE DES GROUPES DE POPULATION PRÉCIS PRENNENT DÉJÀ DU RETARD.

1. MÉNAGES/PERSONNES À FAIBLE REVENU*

Le Canada affiche un coût d'accès numérique parmi les plus élevés au monde, ce qui limite la capacité des personnes issues de milieux où les revenus sont faibles d'accéder au débit élevé, aux appareils et à l'acquisition de compétences nécessaires pour interagir dans un monde numérique.

3. GROUPES DE POPULATION PLUS ÂGÉS

Il peut être difficile pour les segments plus âgés de la population (pas seulement les aînés, mais les personnes de 45 ans et plus) d'adopter de nouvelles technologies pour différentes raisons, notamment le manque de compétences et d'accès à de la formation en temps opportun.

5. POPULATIONS RURALES

Malgré l'amélioration du déploiement de la large bande depuis un an, l'étendue du territoire canadien et les coûts élevés au pays signifient que l'accès numérique demeure un obstacle de taille dans de nombreuses régions rurales.

** Remarque : Nos discussions qualitatives ont révélé que les personnes handicapées sont désavantagées de façon semblable, mais en raison du manque de données, il est difficile de tirer des conclusions.*

2. PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)

La plupart des entreprises reconnaissent le besoin d'une transformation numérique, et investissent dans les données et l'analytique. Cependant, la plupart des PME manquent de ressources et, par conséquent, elles ont tendance à être désavantagées lorsqu'il s'agit d'accéder à des outils informatiques et aux talents nécessaires pour rivaliser avec les plus grandes entreprises.

4. CANADIENS RACISÉS

Même si les données sur les Canadiens racisés ne sont pas largement disponibles, l'intersectionnalité des données entre les ménages à faible revenu et les Canadiens racisés nous porte à croire qu'il existe un manque d'accès aux outils et aux compétences numériques au sein de ce groupe.

6. PEUPLES AUTOCHTONES

Les données sur les peuples autochtones présentent une vision claire d'un groupe dont l'accès et la participation à la société numérique sont inférieurs. Mais il y a aussi un manque de données détaillées, y compris des statistiques en ce qui concerne l'écart entre les Autochtones qui vivent dans une réserve et les autres.

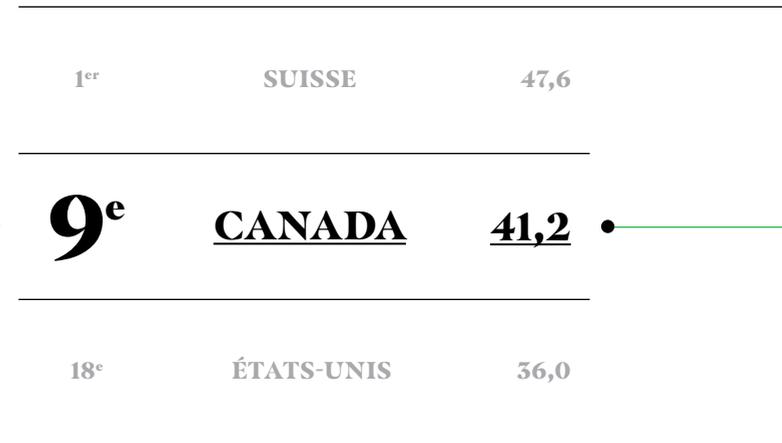
1. ACCÈS

RÉSUMÉ

- ♦ *Le Canada se classe dans le peloton de tête parmi ses homologues sur le plan des statistiques globales sur l'accès individuel, sauf en ce qui concerne le coût des services.*
- ♦ *Le coût est susceptible de demeurer le principal obstacle à l'accès à internet pour les populations vulnérables.*
- ♦ *Le gouvernement fédéral s'est donc engagé à brancher 98 % des Canadiens à internet haute vitesse d'ici 2026, et tous les Canadiens d'ici 2030. Cela soulève deux questions : qu'en est-il des entreprises? Et compte tenu des iniquités sociales et régionales actuelles, cet objectif est-il atteignable?*

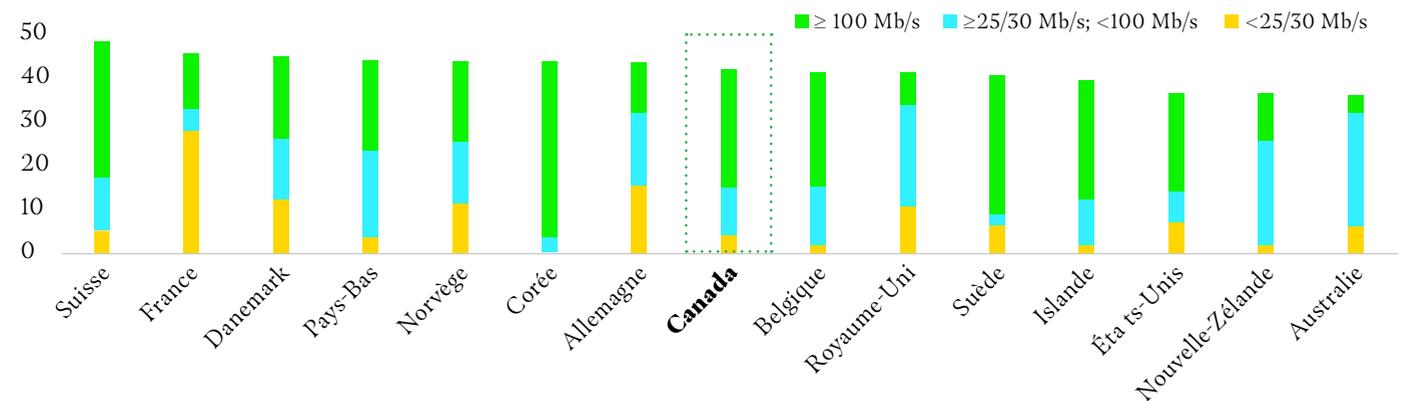
LE CANADA SE CLASSE PARMIS LES 10 PREMIERS PAYS DE L'OCDE POUR LES CONNEXIONS À HAUT DÉBIT FIXE, MAIS L'ACCÈS À UN SERVICE HAUTE VITESSE DÉPEND DE L'EMPLACEMENT.

Nombre d'abonnements à haut débit fixe par 100 habitants dans 36 pays (juin 2020)

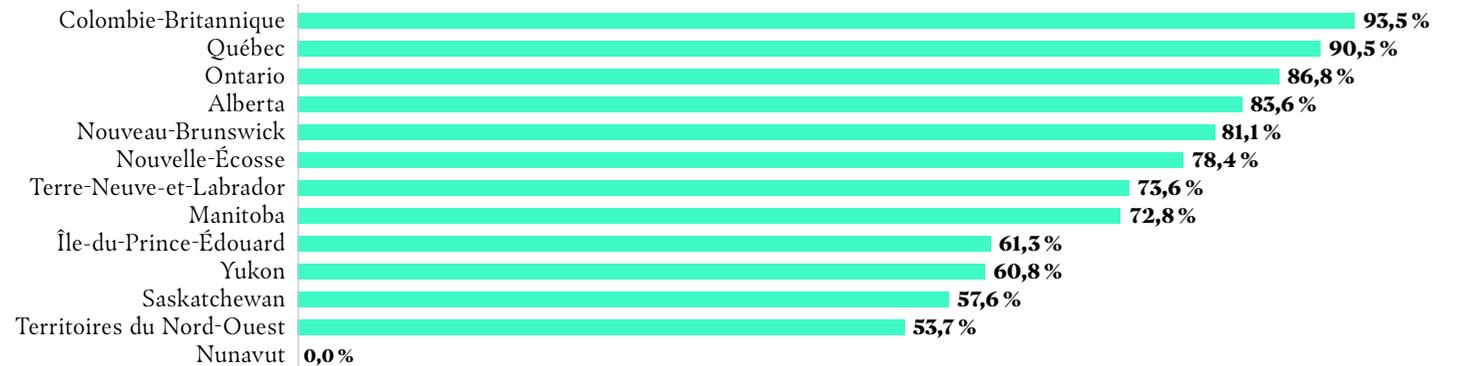


La plupart des abonnements à haut débit fixe au pays sont à haute vitesse (plus de 100 Mb/s), mais le service n'est pas accessible à tous; au Nunavut, par exemple, seules des vitesses de plus de 5 Mb/s sont largement accessibles.

Abonnements à haut débit fixe par tranche de 100 habitants, par tranche de vitesse (juin 2020)



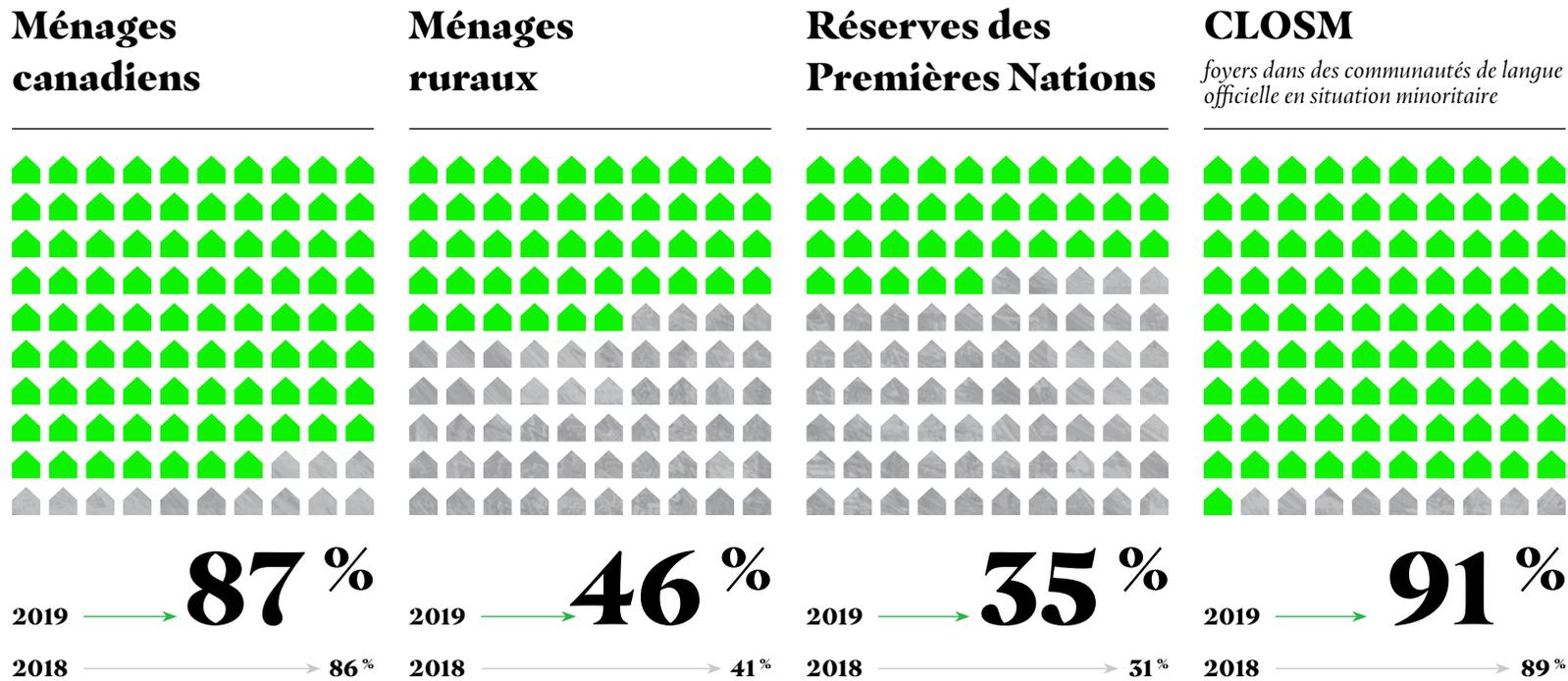
Disponibilité du service à large bande, par province/territoire, % des ménages bénéficiant d'une vitesse de plus de 100 Mb/s (2019)



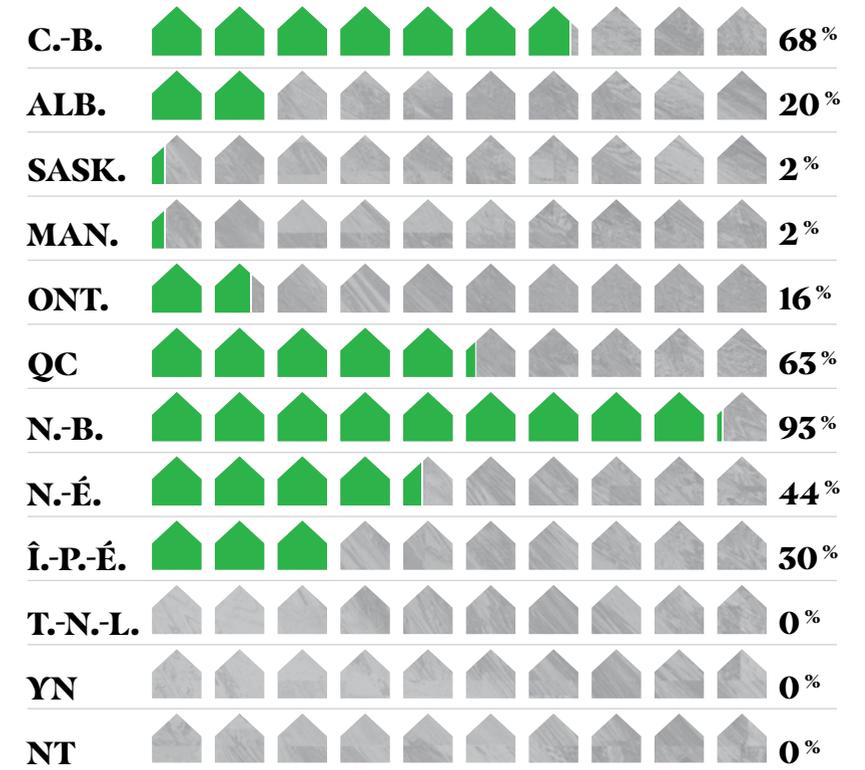
AU CANADA, LE LIEU DE RÉSIDENCE DÉTERMINE L'ACCÈS À DES VITESSES DE CONNEXION À HAUT DÉBIT MINIMAL. LA DISPONIBILITÉ EST BEAUCOUP PLUS FAIBLE POUR LES RÉSIDENTS EN MILIEU RURAL ET LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES VIVANT SUR UNE RÉSERVE.

La plupart des ménages canadiens (87 %) ont accès à des vitesses minimales d'au moins 50 Mb/s pour le téléchargement et de 10 Mb/s pour le téléversement, mais de telles vitesses ne sont accessibles qu'à 46 % des ménages en milieu rural et qu'à 35 % des réserves des Premières Nations.

Disponibilité de la large bande de 50/10 Mb/s et accès à des données illimitées, % des ménages (2018-2019)

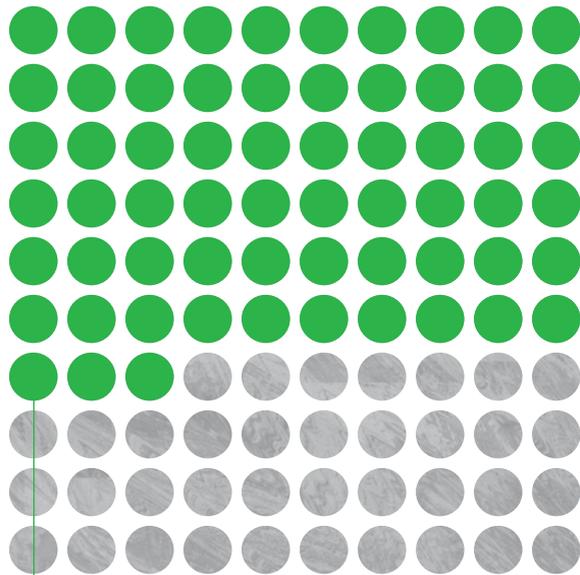


Disponibilité des services à large bande sur les réserves des Premières Nations, par province/territoire
% des ménages ayant accès à une vitesse de 50/10/illimitée (2019)



LA PLUPART DES CANADIENS ONT ACCÈS À INTERNET À DOMICILE, MAIS CE N'EST PAS LE CAS POUR LES PERSONNES PLUS ÂGÉES ET LES MÉNAGES À PLUS FAIBLE REVENU.

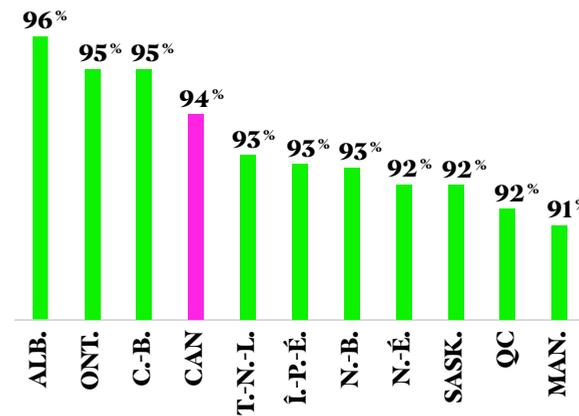
Aînés dans la tranche des ménages à plus faible revenu



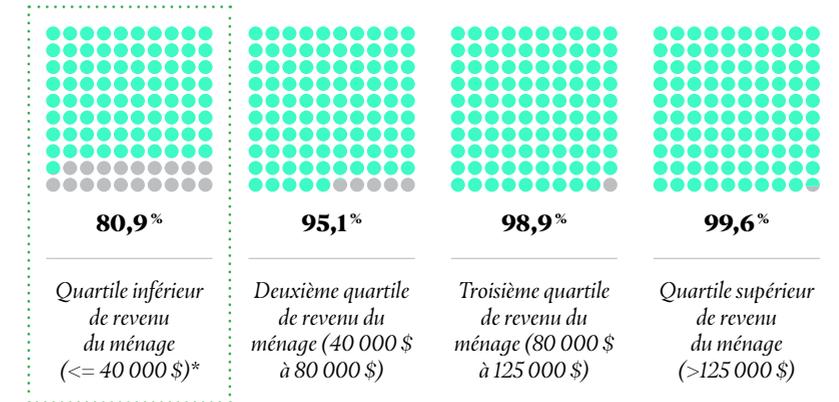
63%

Seulement 63 % des aînés (personnes âgées de 65 et plus) dans la tranche des ménages à plus faible revenu (moins de 40 000 \$) ont accès à internet à domicile.

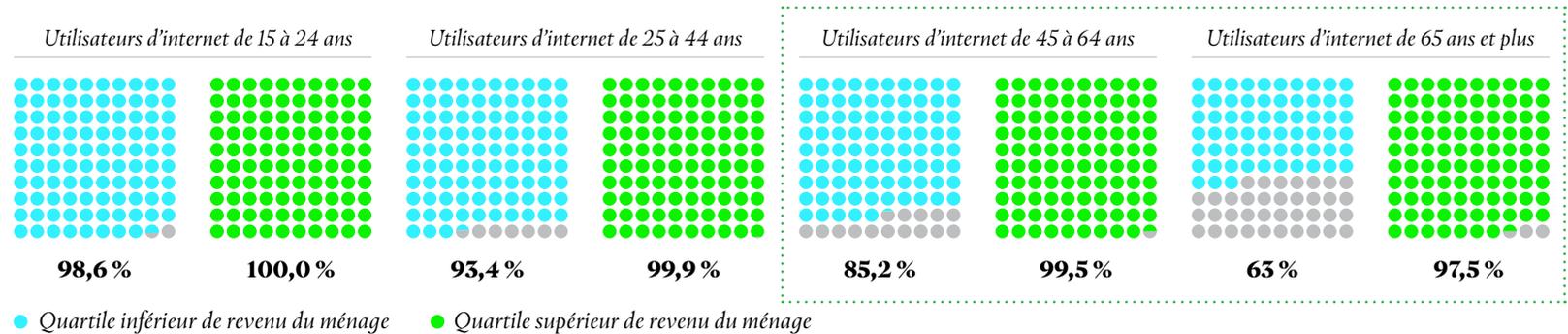
Canadiens ayant accès à internet à domicile, Canada et provinces, (2020)



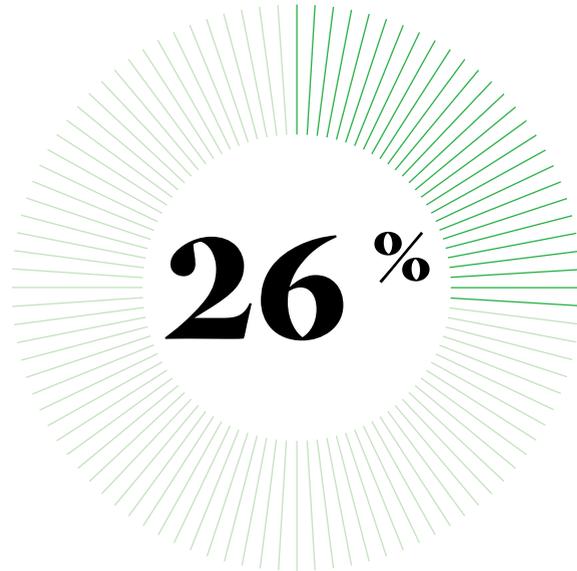
Ménages qui ont accès à internet à domicile selon le quartile de revenu (2018)



Accès à internet à domicile selon le groupe d'âge et le quartile de revenu du ménage (2018)



LES PRIX DES SERVICES À HAUT DÉBIT AU CANADA SE CLASSENT AU DEUXIÈME RANG DES PRIX LES PLUS ÉLEVÉS DES PAYS DU G7, CE QUI A UNE INCIDENCE SUR L'ACCÈS NUMÉRIQUE ET, PAR LE FAIT MÊME, SUR L'ÉQUITÉ.



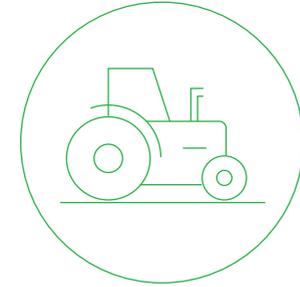
des Canadiens qui n'avaient pas accès à internet en 2020 ont indiqué que le coût en était l'une des raisons.



Selon une étude réalisée en 2019 dans 62 pays, le Canada figurait parmi les cinq endroits les plus coûteux pour les forfaits de 100 Mb/s.



Au Canada et aux États-Unis, les tarifs du haut débit (en fonction de la parité de pouvoir d'achat) sont supérieurs pour les vitesses de plus de 16 Mb/s à ceux des autres pays du G7 (2019).



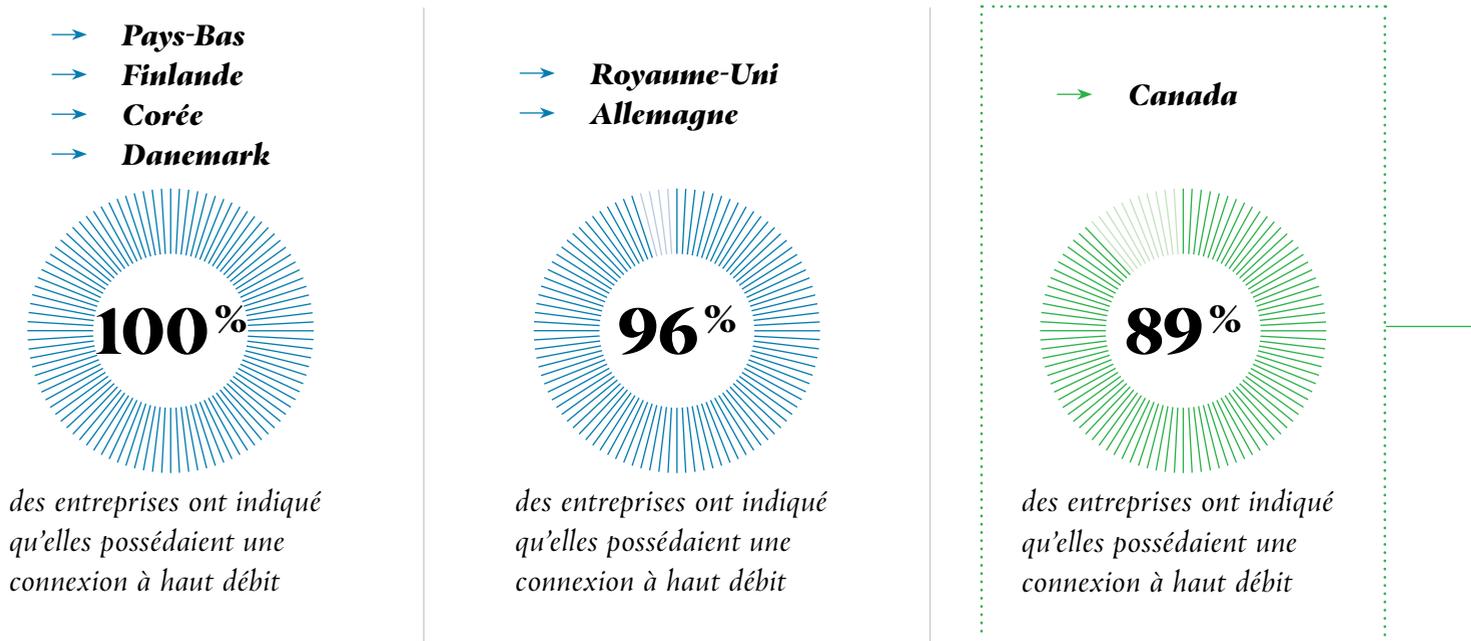
Les prix moyens pour internet sont encore plus élevés dans les régions rurales, alors que les ménages en milieu rural paient environ 7 \$ de plus par mois pour le même service.

Prix moyens des forfaits internet de 50/10 Mb/s et illimité, région : Canada urbain et rural (2019)



AU DÉBUT DE LA PANDÉMIE, 89 % DES ENTREPRISES CANADIENNES POSSÉDAIENT UNE CONNEXION À HAUT DÉBIT, SOIT UNE PROPORTION MÉDIOCRE PAR RAPPORT À NOS HOMOLOGUES DE L'OCDE.

Même les grandes entreprises canadiennes étaient moins susceptibles d'être branchées comparativement aux grandes entreprises dans les pays homologues.



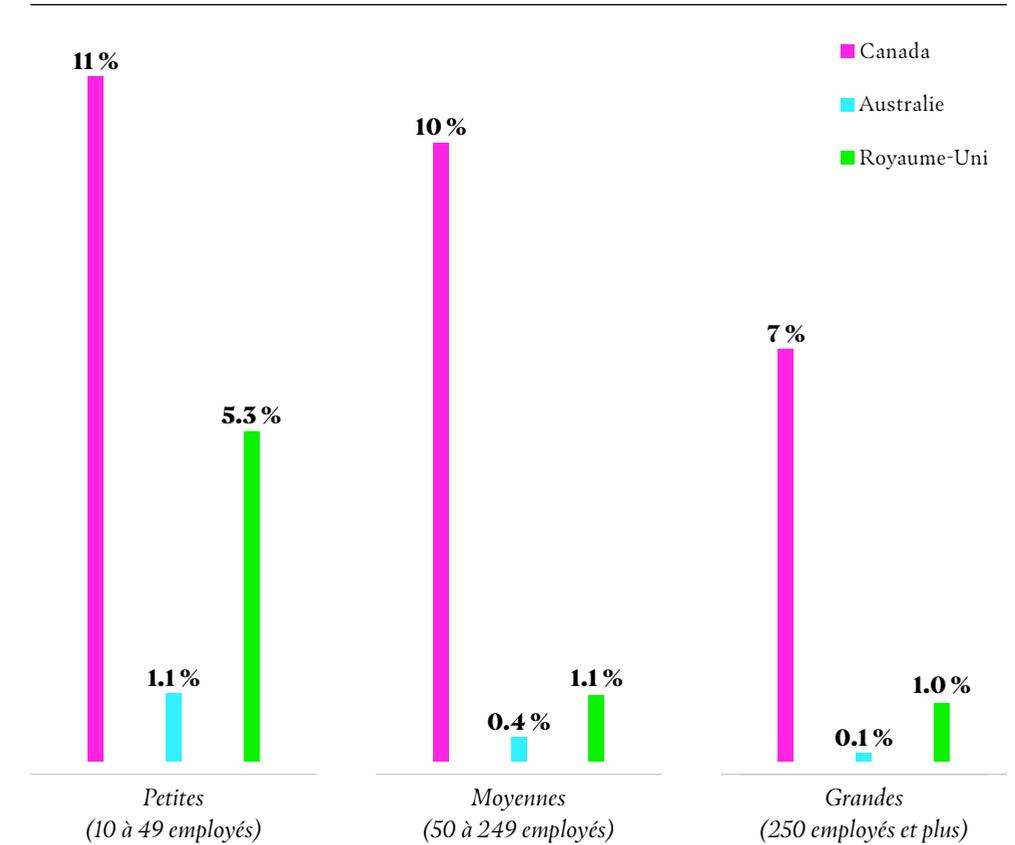
des entreprises ont indiqué qu'elles possédaient une connexion à haut débit

des entreprises ont indiqué qu'elles possédaient une connexion à haut débit

des entreprises ont indiqué qu'elles possédaient une connexion à haut débit

Le Canada s'est classé près du dernier rang – 27^e sur 30 pays – en ce qui a trait au nombre d'entreprises possédant une connexion à haut débit, fixe et mobile (2019).

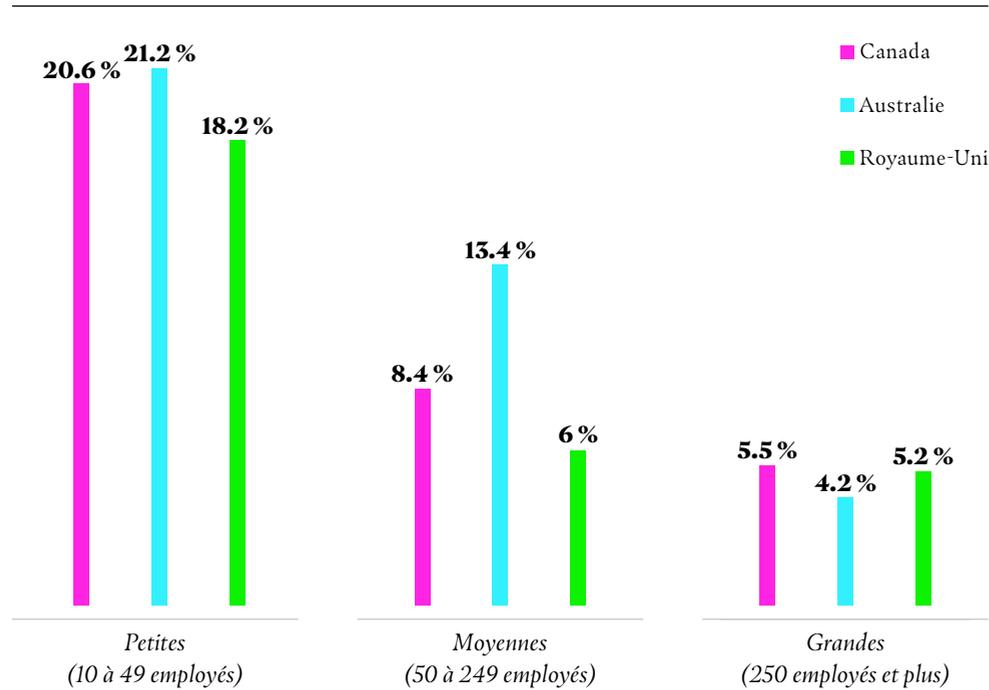
Entreprises ne possédant pas une connexion à haut débit, y compris les connexions fixes et mobiles (2019)



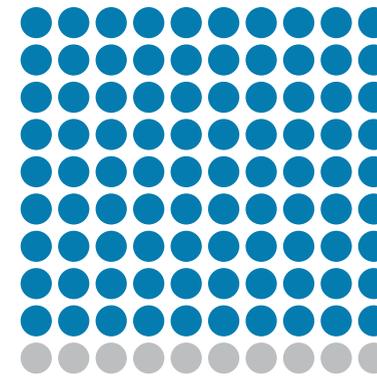
EN 2019, SEULEMENT 82 % DES ENTREPRISES CANADIENNES POSSÉDAIENT UN SITE WEB OU UNE PAGE D'ACCUEIL. LES PETITES ENTREPRISES ÉTAIENT CONSIDÉRABLEMENT MOINS SUSCEPTIBLES D'EN AVOIR.

→ La taille de l'entreprise est un indicateur de la présence en ligne; 5,5 % des grandes entreprises n'avaient pas de site web ou de page d'accueil en 2019; cette proportion passe à 8,4 % pour les moyennes entreprises et à 20,6 % pour les petites entreprises.

Entreprises canadiennes qui ne possèdent pas de site web ou page d'accueil, selon la taille (2019)

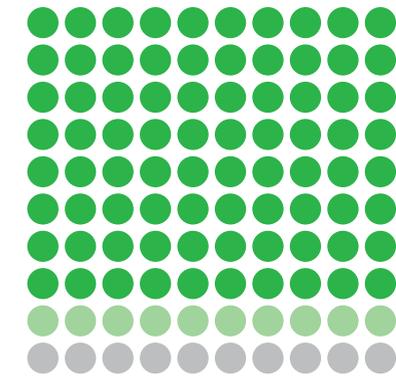


- Pays-Bas
- Japon
- Danemark



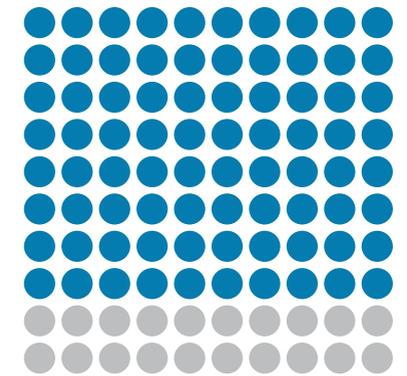
>90%
des entreprises indiquent qu'elles possèdent un site web ou une page d'accueil

- Royaume-Uni
- Allemagne
- **Canada**



80-90%
des entreprises indiquent qu'elles possèdent un site web ou une page d'accueil

- France
- Corée

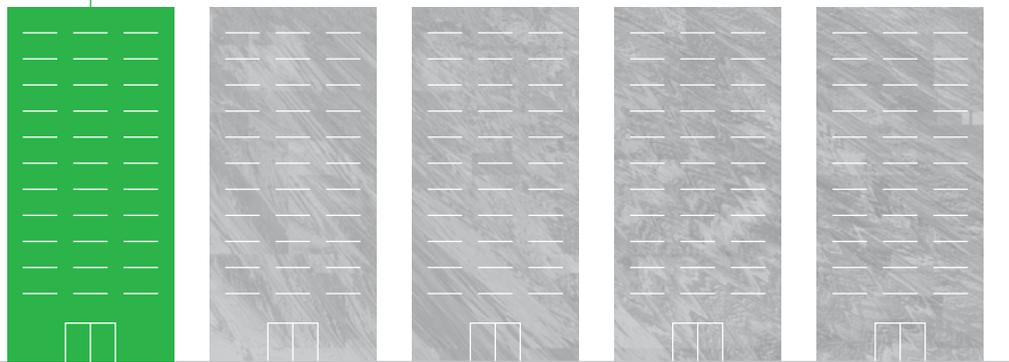


<80%
des entreprises indiquent qu'elles possèdent un site web ou une page d'accueil

Le Canada se retrouve en milieu de peloton – 12^e parmi 29 pays – en ce qui a trait aux entreprises qui possédaient un site web ou une page d'accueil (2019).

AVANT LA PANDÉMIE, 28 % DES ENTREPRISES CANADIENNES POSSÉDAIENT UN SITE WEB AYANT DES CAPACITÉS DE VENTE EN LIGNE OU DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE, CE QUI EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE DE L'OCDE – MAIS TRÈS PEU D'ENTRE ELLES ONT L'INTENTION D'INVESTIR DANS L'EXPANSION DE LEURS CAPACITÉS NUMÉRIQUES.

Selon un sondage mené en 2021, seulement 1 entreprise canadienne sur 5 affirme qu'elle investira probablement dans l'établissement d'un site web comportant des capacités de commande ou de réservation en ligne au cours des 12 prochains mois, ce qui indique que le sous-investissement dans ce domaine continuera d'avoir une incidence sur l'équité numérique pour les entreprises.

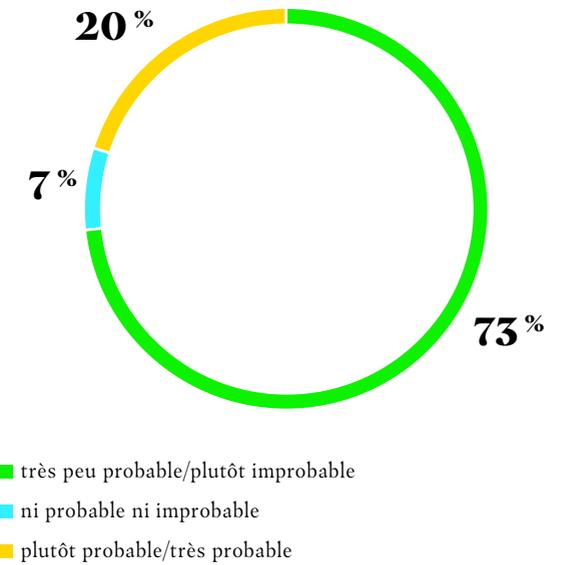


pourcentage des entreprises possédant un site web permettant d'effectuer des commandes ou des réservations en ligne (2019)

1 ^{er}	PAYS-BAS	34 %
7 ^e	CANADA	28 %
10 ^e	ROYAUME-UNI	24 %

le Canada se classait au 7^e rang parmi 25 pays

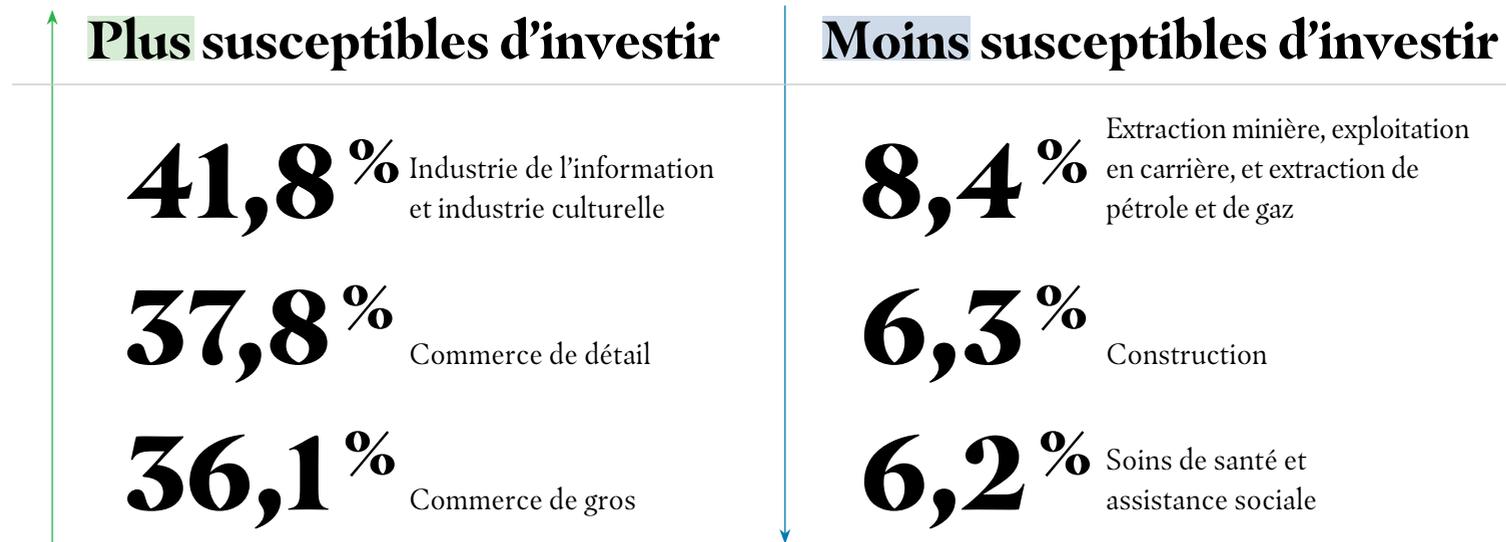
Probabilité d'investissement par les entreprises canadiennes dans les capacités de vente en ligne et de commerce électronique au cours des 12 prochains mois (2021)



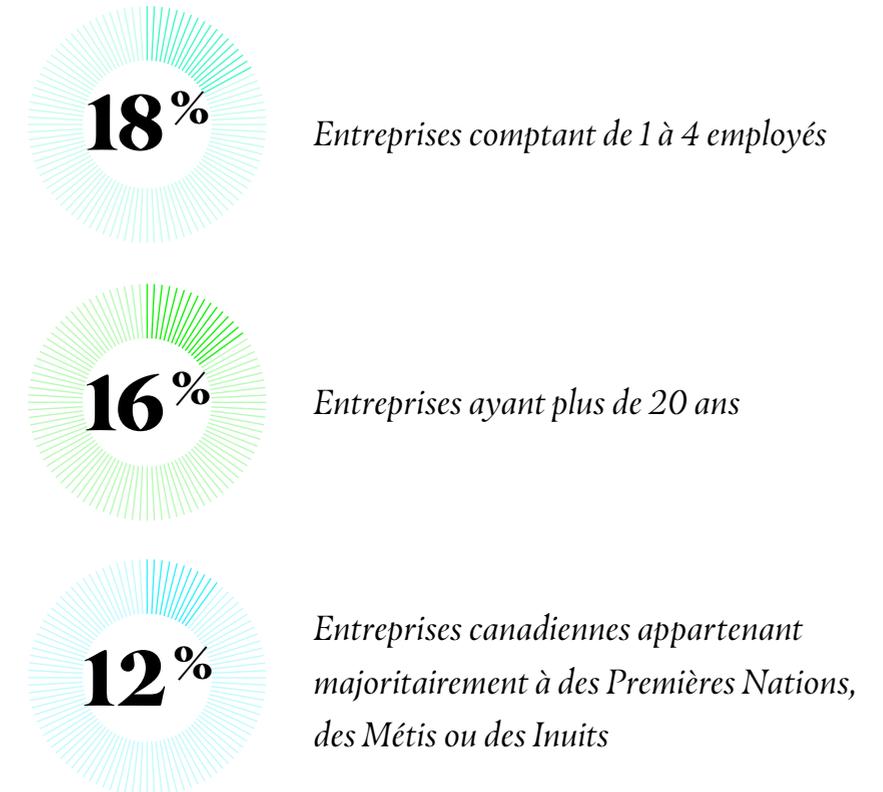
LES ENTREPRISES CANADIENNES SONT ENCORE MOINS SUSCEPTIBLES D'INVESTIR DANS LES CAPACITÉS DE VENTE EN LIGNE ET DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE LORSQU'ELLES SONT PLUS PETITES OU PLUS ANCIENNES, OU QU'ELLES APPARTIENNENT À DES AUTOCHTONES – ET LES DISPARITÉS DANS L'ENSEMBLE DES SECTEURS SONT TROUBLANTES.

Seulement 12 % des entreprises appartenant à des Autochtones affirment qu'elles investiront probablement dans des capacités de vente en ligne et de commerce électronique au cours des 12 prochains mois, comparativement à 20 % de l'ensemble des entreprises.

Pourcentage des entreprises indiquant qu'il est plutôt probable ou très probable qu'elles investissent dans des capacités de vente en ligne et de commerce électronique au cours des 12 prochains mois, par secteur (2021)



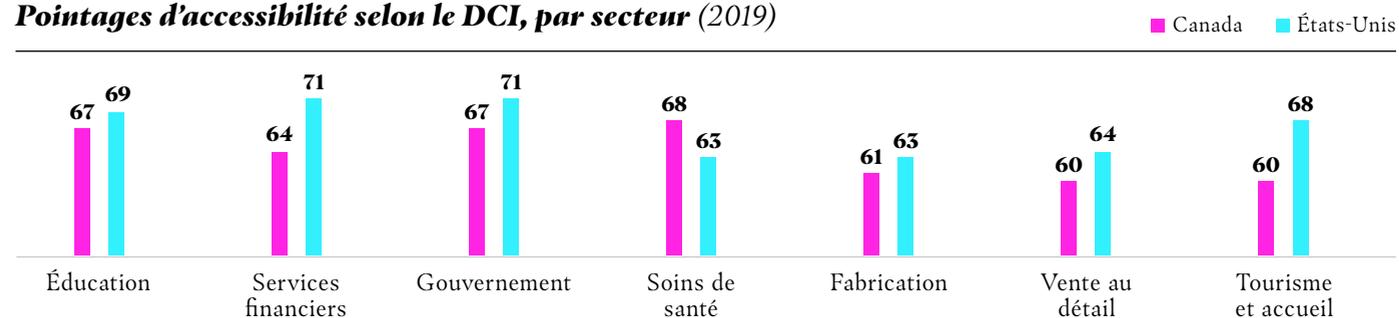
% des entreprises qui ont indiqué qu'elles sont plutôt ou très susceptibles d'investir



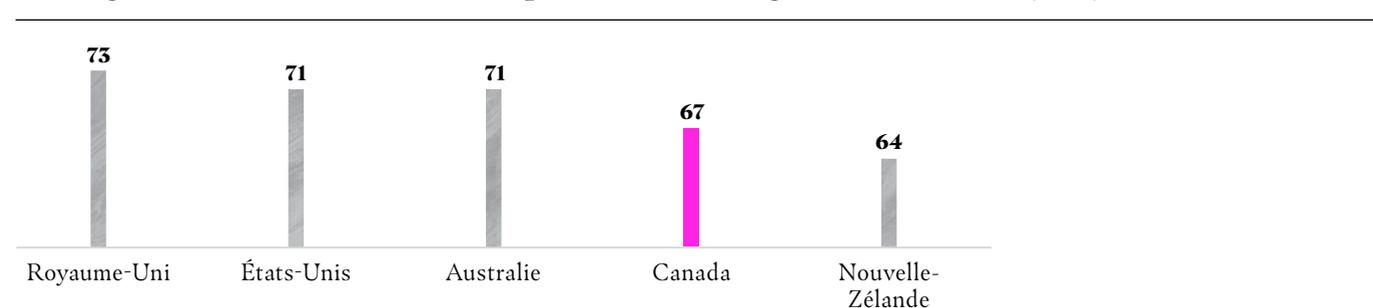
LE CANADA SE CLASSE BIEN EN CE QUI A TRAIT À L'ACCESSIBILITÉ DES SITES WEB, MAIS PLUSIEURS PAYS HOMOLOGUES NOUS SURPASSENT.

Selon des données sectorielles, des améliorations s'imposent, surtout dans les secteurs de la fabrication, de la vente au détail, du tourisme et de l'accueil. C'est aussi vrai en ce qui concerne l'accessibilité des sites web gouvernementaux : le Canada se classe avantagement, mais accuse un retard par rapport aux pays plus performants.

Pointages d'accessibilité selon le DCI, par secteur (2019)



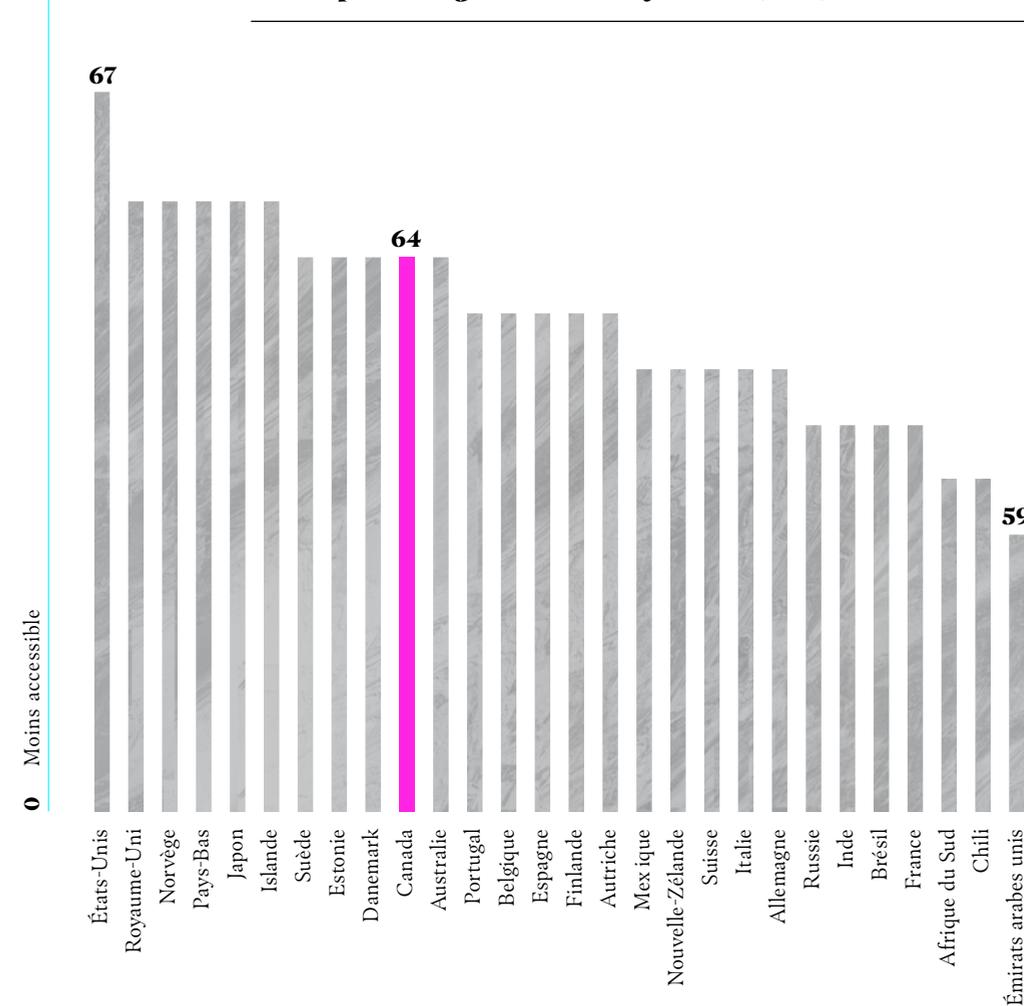
Pointages d'accessibilité selon le DCI pour les sites web gouvernementaux (2019)



Source : Siteimprove

Plus accessible 100

Pointage d'accessibilité selon le Siteimprove Digital Certainty Index (DCI)



0 Moins accessible

2. PARTICIPATION

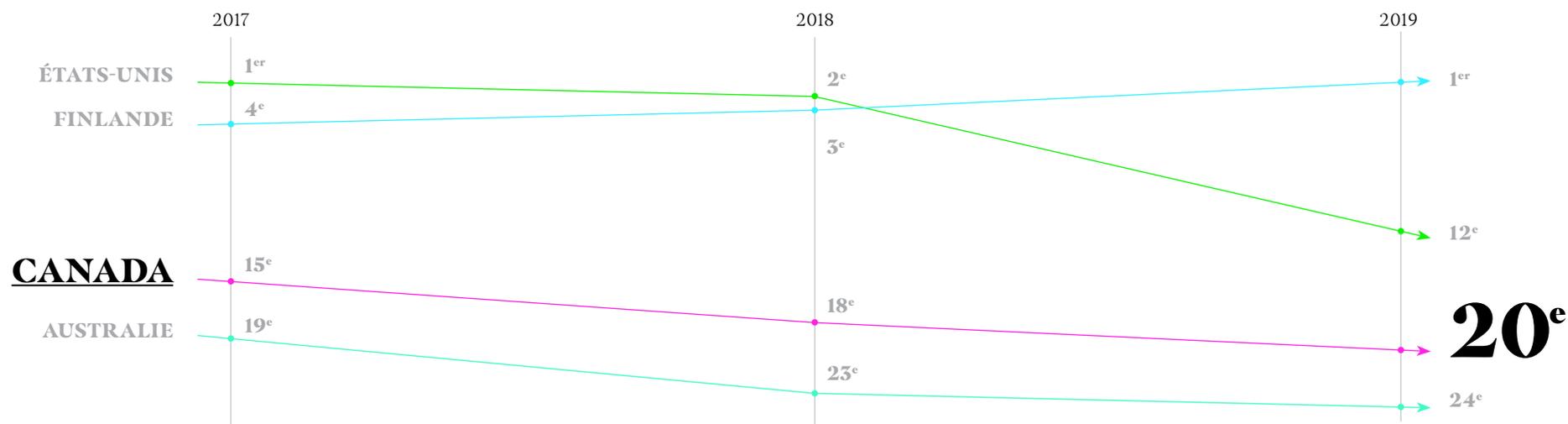
RÉSUMÉ

- ◆ *Sur le plan national, le Canada se classe avantageusement en ce qui a trait aux compétences numériques par rapport à ses homologues. Mais il n'en va pas de même pour les groupes de population précis qui éprouvent déjà des problèmes d'équité.*
- ◆ *Il est difficile de brosser un tableau exact en raison du manque préoccupant de données concernant les compétences de groupes de population précis (particulièrement selon l'ethnicité) et de données peu nombreuses sur les moyens normalisés de mesurer ces compétences, qui constituent des aspects importants des connaissances numériques.*
- ◆ *Les entreprises ont un rôle à jouer afin d'améliorer l'équité au sein de ces groupes, mais en ce moment, elles n'effectuent pas les investissements nécessaires pour y parvenir.*

PARTICIPATION

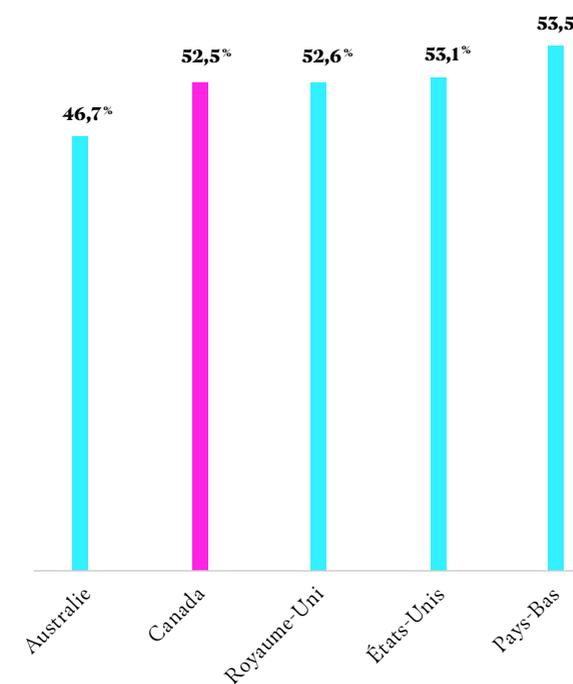
PLUS DE LA MOITIÉ DES TRAVAILLEURS CANADIENS OCCUPENT UN EMPLOI DANS DES SECTEURS À INTENSITÉ NUMÉRIQUE ÉLEVÉE ET MOYENNE À ÉLEVÉE, MAIS LA DISPONIBILITÉ DE TRAVAILLEURS QUI POSSÈDENT SUFFISAMMENT DE COMPÉTENCES NUMÉRIQUES A REÇULÉ AU FIL DES ANNÉES.

Entreprises indiquant que la population active de leur pays possède suffisamment de compétences numériques (p. ex. en informatique, programmation de base et lecture numérique) : le Canada recule au classement.



En ce qui a trait au nombre de travailleurs possédant suffisamment de compétences numériques, le Canada est passé du 15^e au 20^e rang en seulement deux ans. Cela est particulièrement préoccupant dans un contexte où les emplois sont de plus en plus nombreux dans les secteurs nécessitant des compétences numériques.

Part de l'emploi total des secteurs à intensité numérique élevée et moyenne à élevée, 2016 (% d'emplois)



LE RISQUE D'ÊTRE REMPLACÉ PAR L'AUTOMATISATION AU CANADA N'EST PAS RÉPARTI DE MANIÈRE UNIFORME – L'ÂGE, LE REVENU, L'ETHNICITÉ ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE DÉTERMINENT QUI EST LE PLUS MENACÉ DE PERDRE SON EMPLOI.

Les travailleurs plus âgés et les travailleurs se trouvant dans le centile inférieur du revenu d'emploi sont les plus vulnérables.

Pour que le Canada soit équitable sur le plan numérique, une formation numérique s'impose pour ces groupes.

Une étude sur l'automatisation et la transformation des emplois réalisée en 2020 au Canada a révélé ce qui suit :

10,6%

des travailleurs présentaient un risque élevé (probabilité de 70 % ou plus) de devoir composer avec la transformation des emplois attribuable à l'automatisation en 2016

29,1%

des travailleurs canadiens présentaient un risque modéré (probabilité de 50 à 70 %) de devoir composer avec la transformation des emplois attribuable à l'automatisation en 2016

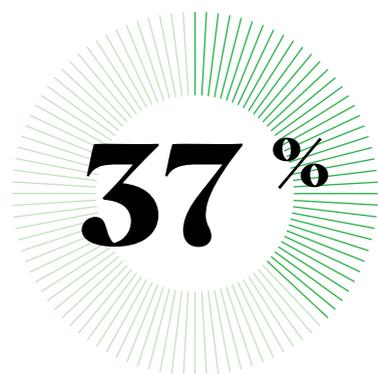
Travailleurs canadiens présentant un risque élevé de devoir composer avec la transformation des emplois attribuable à l'automatisation*

Selon l'âge 	13,3 % 18 à 24 ans	7,6 % 25 à 34 ans	10,1 % 35 à 54 ans	14,6 % Plus de 55 ans
Selon la taille de l'employeur 	14,9 % 1 à 10 employés	8,6 % 11 à 50 employés	11,2 % 51 à 250 employés	9,8 % 251 à 1 000 employés
Selon le centile du revenu d'emploi 	26,8 % Inférieur au 10 ^e centile du revenu d'emploi	16,6 % Du 10 ^e au 25 ^e centile du revenu d'emploi	13,7 % Du 25 ^e au 50 ^e centile du revenu d'emploi	5,5 % Du 50 ^e au 75 ^e centile du revenu d'emploi

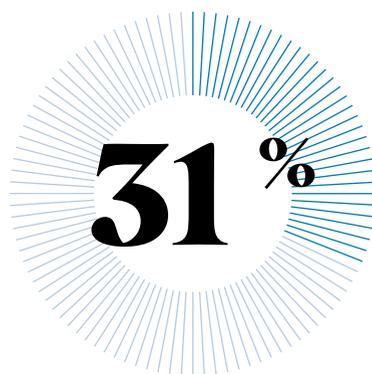
*Une récente étude réalisée par RBC a révélé que les travailleurs autochtones sont plus menacés par l'automatisation que le reste de la population.

LE CANADA SE CLASSE AVANTAGEUSEMENT PAR RAPPORT À SES HOMOLOGUES DE L'OCDE EN CE QUI A TRAIT À LA RÉOLUTION DE PROBLÈMES DANS DES ENVIRONNEMENTS TECHNOLOGIQUES, MAIS LES ADULTES PLUS ÂGÉS ACCUSENT UN RETARD.

Un sondage mené en 2012 sur la capacité de résolution de problèmes des travailleurs adultes dans des environnements technologiques a révélé que le Canada se classe très avantageusement par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE.

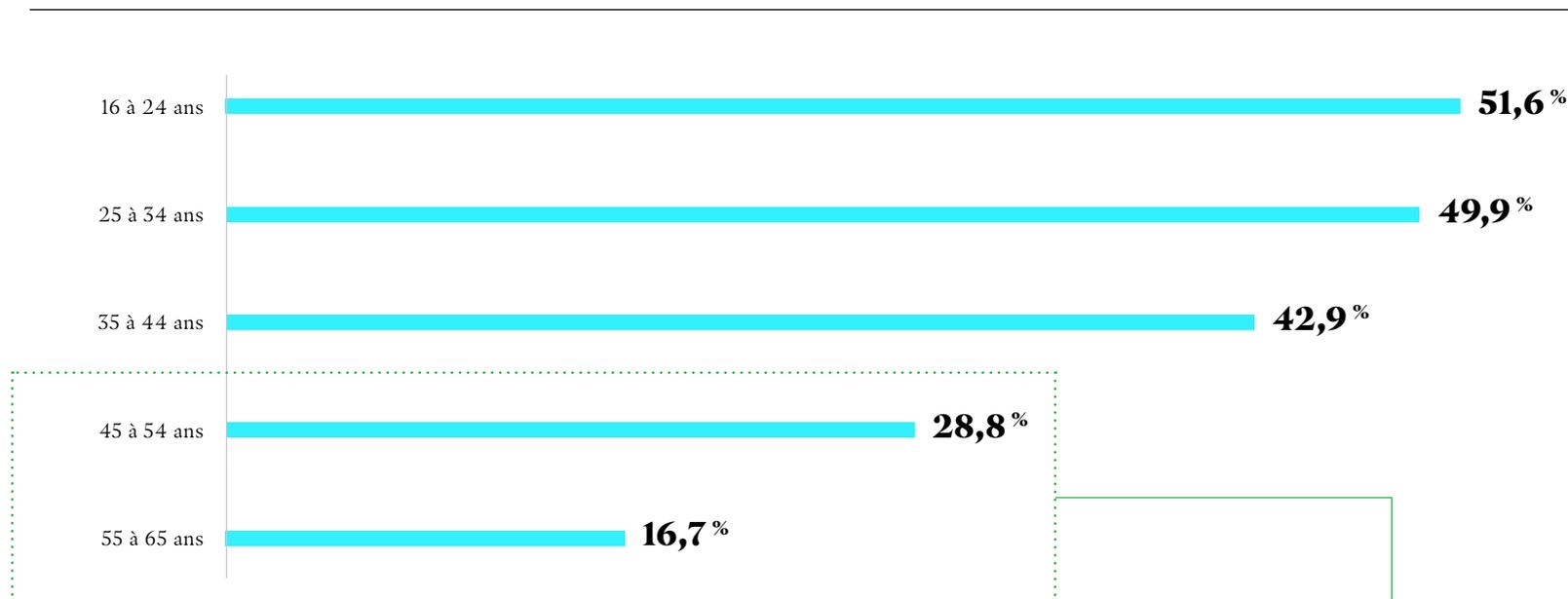


des Canadiens se situent au niveau 2 ou 3 concernant à la résolution de problèmes



des particuliers des pays de l'OCDE se situent au niveau 2 ou 3 concernant à la résolution de problèmes

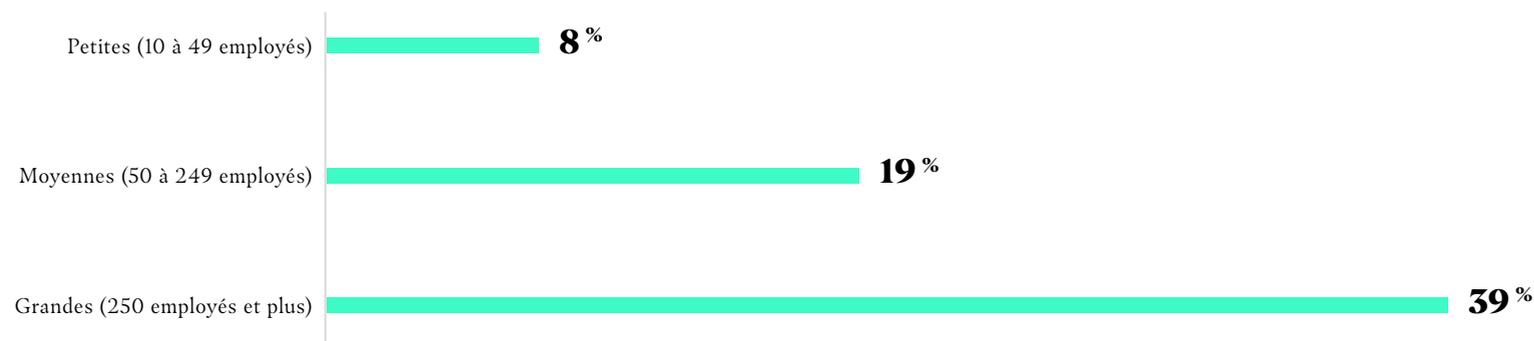
Pourcentage de la population canadienne se situant au niveau 2 ou 3 en ce qui a trait à la résolution de problèmes dans des environnements technologiques, selon l'âge (2012)



Les adultes de 45 ans et plus sont moins susceptibles d'être compétents. De nombreuses personnes de cette tranche d'âge feront toujours partie de la population active dans dix ans; aussi, sans intervention ciblée, cet écart de compétences persistera.

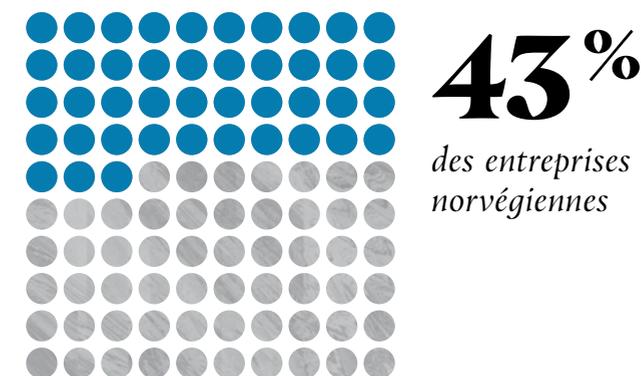
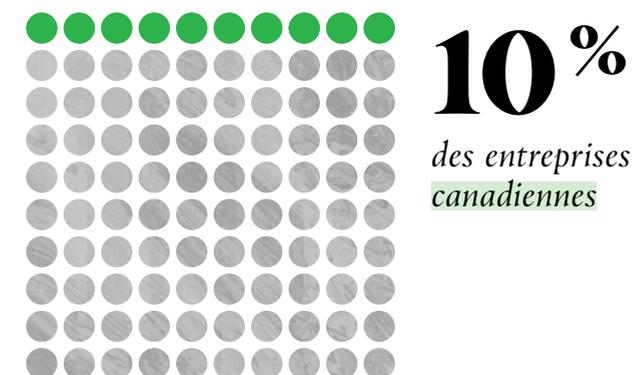
LES ENTREPRISES CANADIENNES, SURTOUT LES PLUS PETITES, N'INVESTISSENT PAS SUFFISAMMENT DANS LES COMPÉTENCES EN TIC POUR LEURS TRAVAILLEURS.

Entreprises canadiennes qui ont offert quelque type de formation que ce soit à des fins de perfectionnement des compétences en TIC aux personnes occupant un emploi autre que spécialiste des TIC au cours des 12 derniers mois, selon la taille (2019)



→ Les plus grandes entreprises étaient plus susceptibles (39 %) d'offrir une formation sur les compétences en technologies de l'information et de communications (TIC) à leurs travailleurs n'occupant pas directement un emploi dans ce domaine, comparativement aux moyennes (19 %) et petites (8 %) entreprises en 2019.

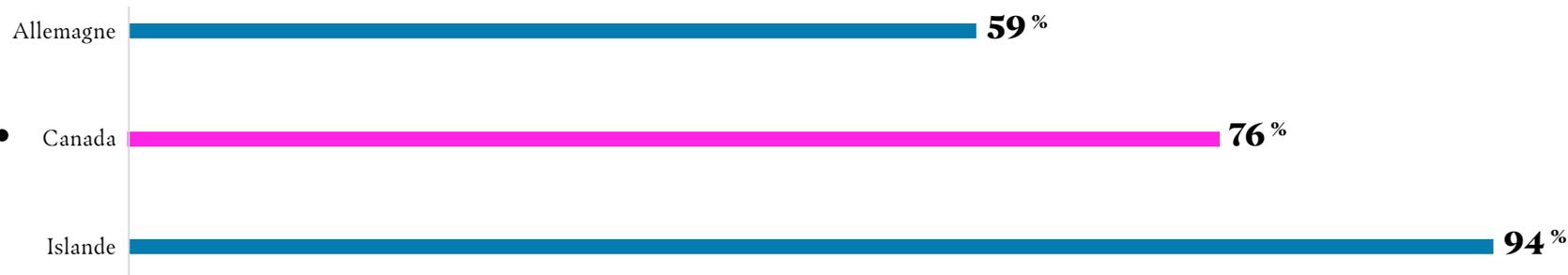
Le Canada se classait presque au dernier rang – 24^e parmi 25 pays – quant au pourcentage des entreprises qui ont offert une formation en TIC aux personnes occupant un emploi dans un autre domaine au cours des 12 derniers mois (2019).



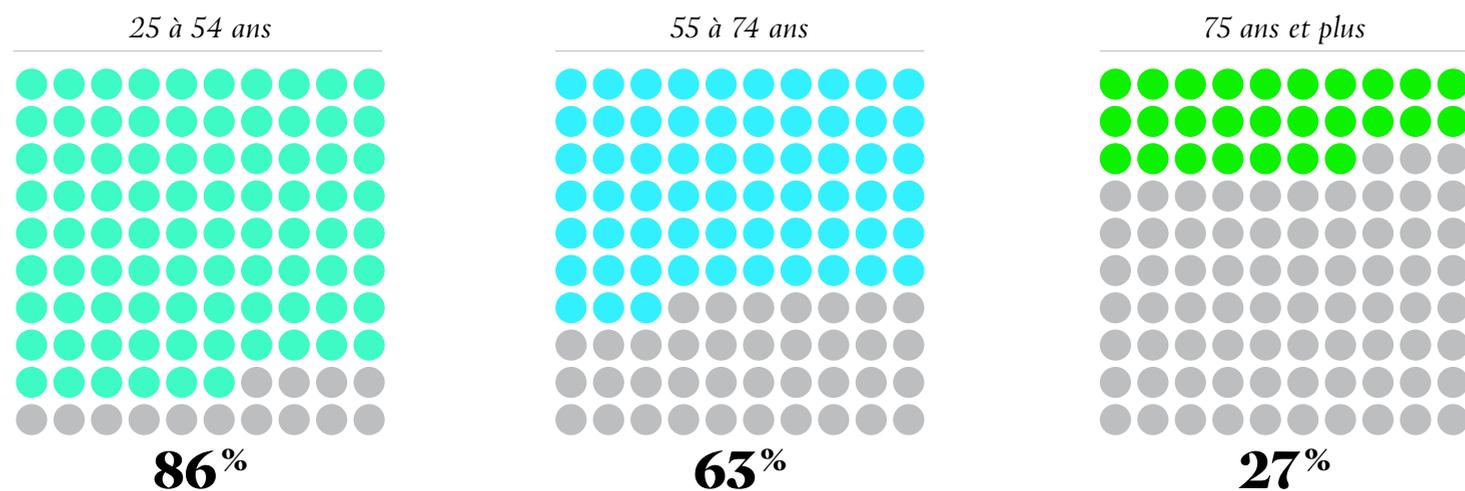
MÊME SI LA PLUPART DES CANADIENS UTILISENT LES SERVICES BANCAIRES EN LIGNE, CETTE UTILISATION VARIE GRANDEMENT SELON LA TRANCHE D'ÂGE.

- 1^{er}
- 2^e
- 3^e
- 4^e
- 5^e
- 6^e
- 7^e
- 8^e
- 9^e
- 10^e
- 11^e
- 12^e
- 13^e
- 14^e
- 15^e
- 16^e
- 17^e
- 18^e
- 19^e
- 20^e
- 21^e
- 22^e
- 23^e
- 24^e
- 25^e
- 26^e
- 27^e
- 28^e
- 29^e
- 30^e
- 31^e
- 32^e
- 33^e
- 34^e

En 2018, le Canada occupait le 8^e rang parmi 34 pays en ce qui a trait au pourcentage de citoyens qui utilisaient les services bancaires en ligne.



Canadiens qui utilisaient internet pour les services bancaires en ligne en 2018, par tranche d'âge



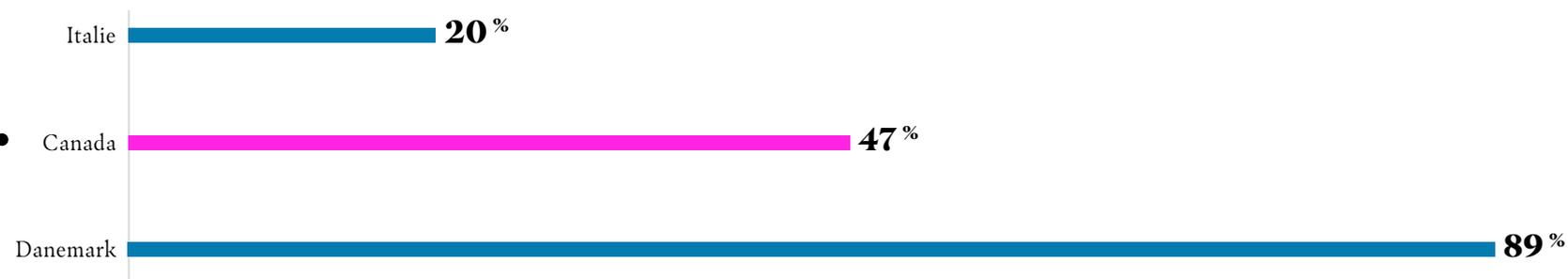
LES CANADIENS NE SE SITUENT QUE DANS LA MOYENNE EN CE QUI CONCERNE L'UTILISATION D'INTERNET POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS AUPRÈS DES AUTORITÉS PUBLIQUES, ET IL EXISTE DES ÉCARTS IMPORTANTS ENTRE LES TRANCHES D'ÂGE.

Les aînés sont beaucoup moins susceptibles de chercher à obtenir des renseignements auprès des autorités publiques.

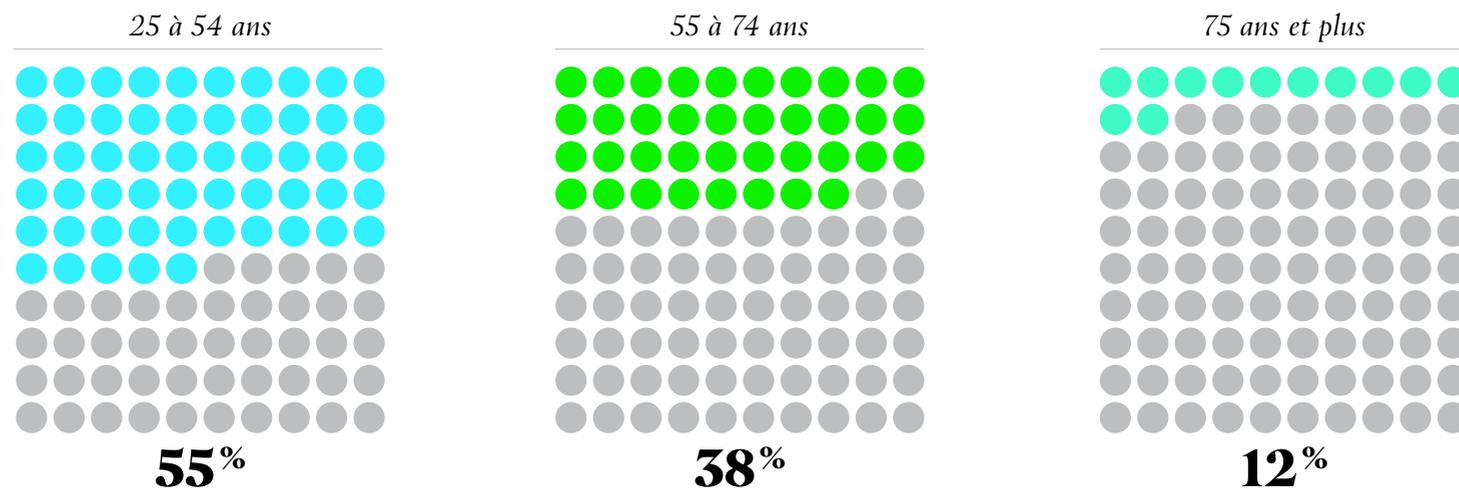
- 1^{er}
- 2^e
- 3^e
- 4^e
- 5^e
- 6^e
- 7^e
- 8^e
- 9^e
- 10^e
- 11^e
- 12^e
- 13^e
- 14^e
- 15^e
- 16^e**
- 17^e
- 18^e
- 19^e
- 20^e
- 21^e
- 22^e
- 23^e
- 24^e
- 25^e
- 26^e
- 27^e
- 28^e
- 29^e
- 30^e
- 31^e



En 2018, seulement 47,4 % des Canadiens ont utilisé internet pour obtenir des renseignements publics — le Canada occupait le 16^e rang parmi 31 pays.



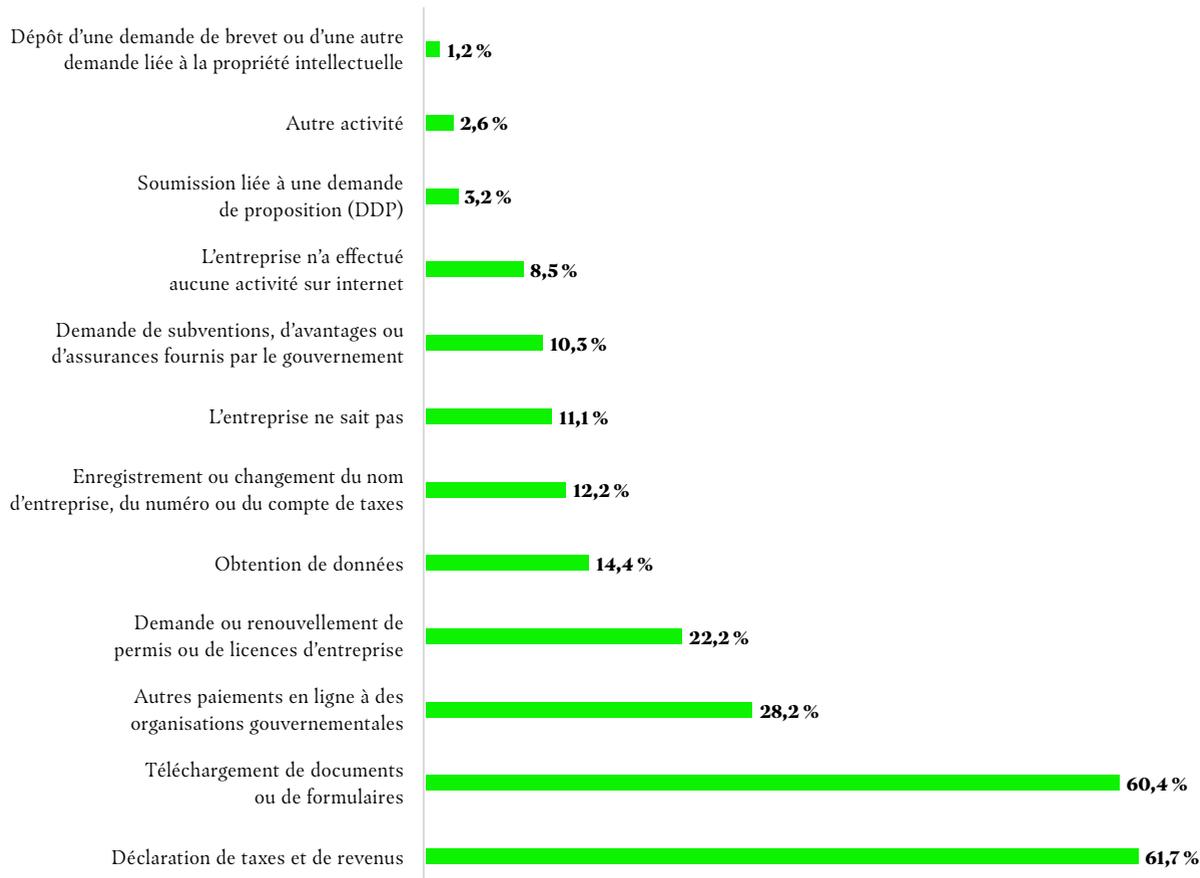
Canadiens qui utilisaient internet pour obtenir des renseignements auprès des autorités publiques en 2018, par tranche d'âge



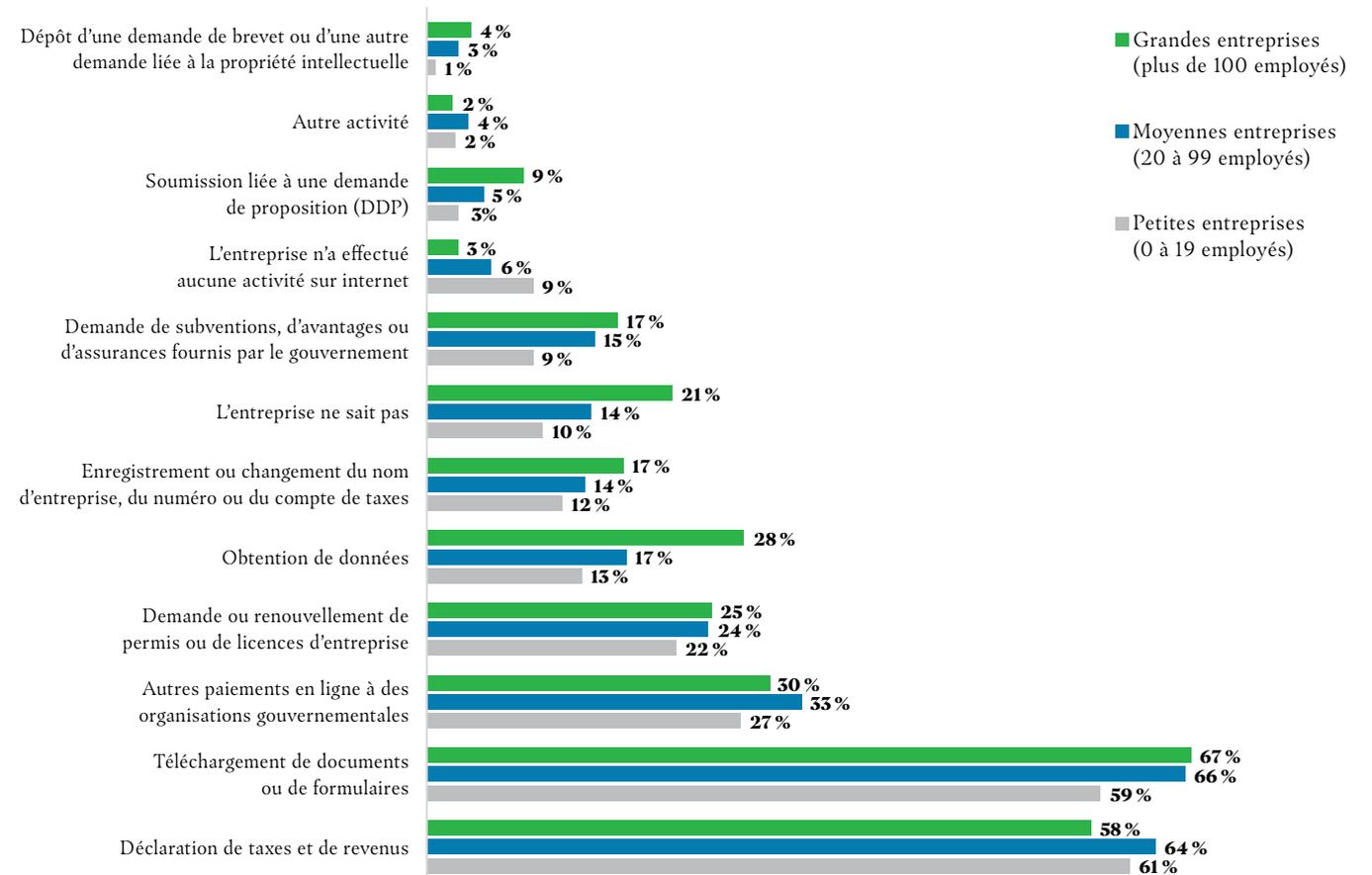
LES ENTREPRISES PRIVÉES ONT PEU D'INTERACTIONS EN LIGNE AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL CANADIEN.

Outre les déclarations de revenus et les téléchargements de documents, les entreprises privées n'ont pas tendance à utiliser internet pour des activités telles que le renouvellement de permis, les demandes de subventions ou l'enregistrement d'un nom d'entreprise. Les petites entreprises sont encore moins susceptibles que les grandes à interagir avec le gouvernement en ligne.

Interactions en ligne des entreprises privées canadiennes avec le gouvernement du Canada (2019)



Interactions en ligne avec le gouvernement fédéral du Canada selon la taille de l'entreprise (2019)



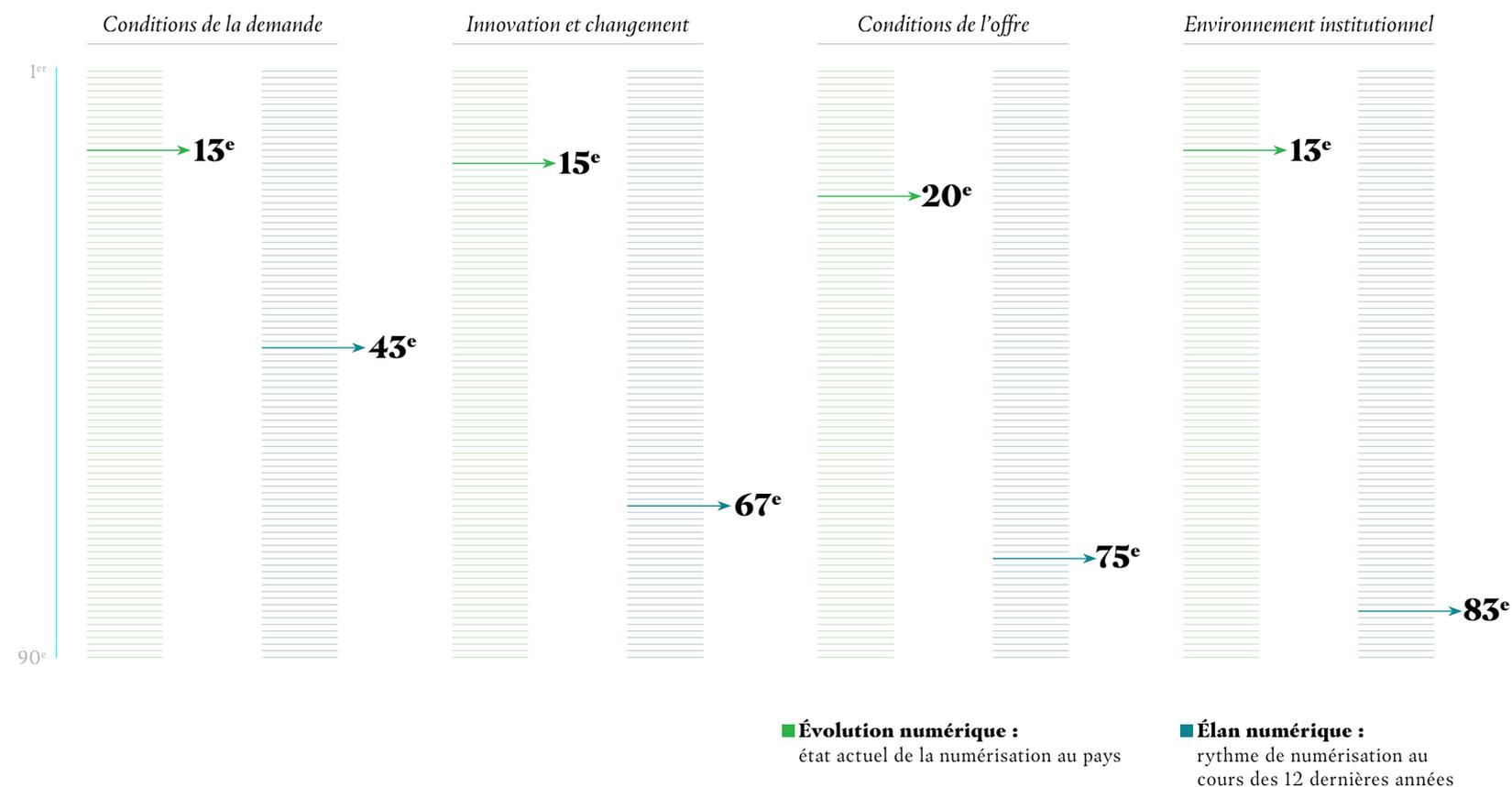
3. ÉCOSYSTÈME

RÉSUMÉ

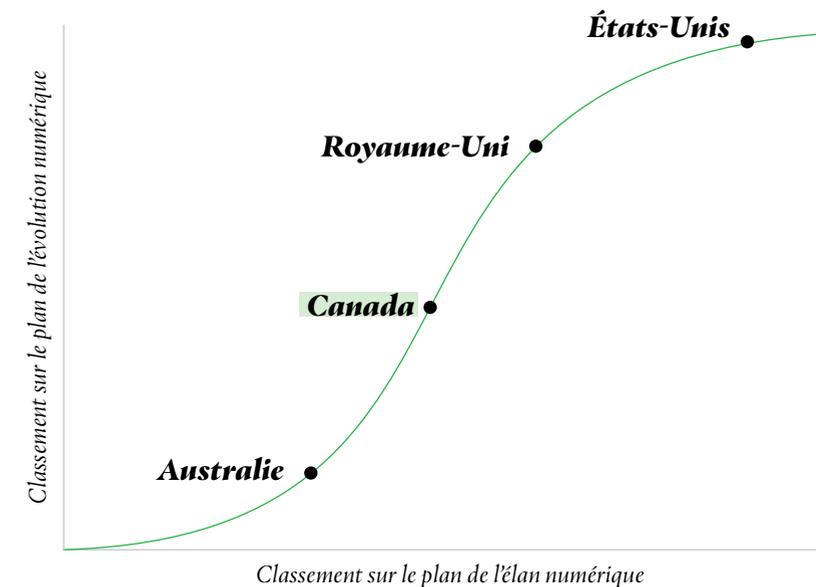
- ♦ *L'écosystème réglementaire du Canada se classe dans le peloton de tête parmi ses homologues, mais le pays risque de glisser au classement s'il ne parvient pas à suivre le rythme des changements qui se produisent dans l'espace numérique.*
- ♦ *Les investissements dans l'espace numérique par les entreprises canadiennes accusent un retard considérable en ce moment et tout indique qu'elles continueront d'être à la traîne, surtout en ce qui concerne la transformation et les politiques numériques.*
- ♦ *Il y a un manque de données pour effectuer un suivi des résultats découlant de certaines politiques et de certains investissements numériques pour des groupes de population précis.*

LE CANADA EST EN EXCELLENTE POSTURE SUR LE PLAN DE LA NUMÉRISATION, MAIS SON RYTHME D'ÉVOLUTION RALENTIT.

Numérisation : classement du Canada parmi 90 pays (2020)



Des 90 pays classés dans le cadre d'une étude sur la numérisation, le Canada se classe avantageusement en ce qui a trait à l'évolution numérique (16^e), mais mal en ce qui a trait à l'élan numérique (81^e). Il risque de prendre du retard d'ici 2030 s'il ne s'intéresse pas à la question maintenant.



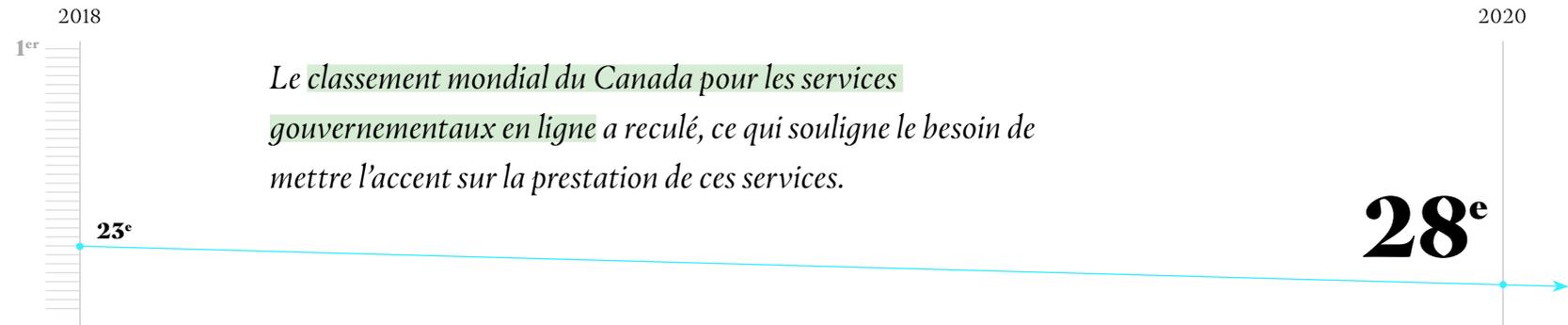
AU CANADA, LE CLASSEMENT DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX EN LIGNE RECULE COMPARATIVEMENT À SES HOMOLOGUES, MAIS LE PAYS S'AMÉLIORE EN CE QUI CONCERNE L'ADOPTION DES SERVICES EN LIGNE EXISTANTS.

Le Canada se situe loin derrière ses homologues selon la plus récente évaluation de l'état de préparation et de la capacité des institutions nationales à utiliser les TIC pour fournir des services publics, mais il a réalisé des progrès pour ce qui est d'accroître la participation du public.

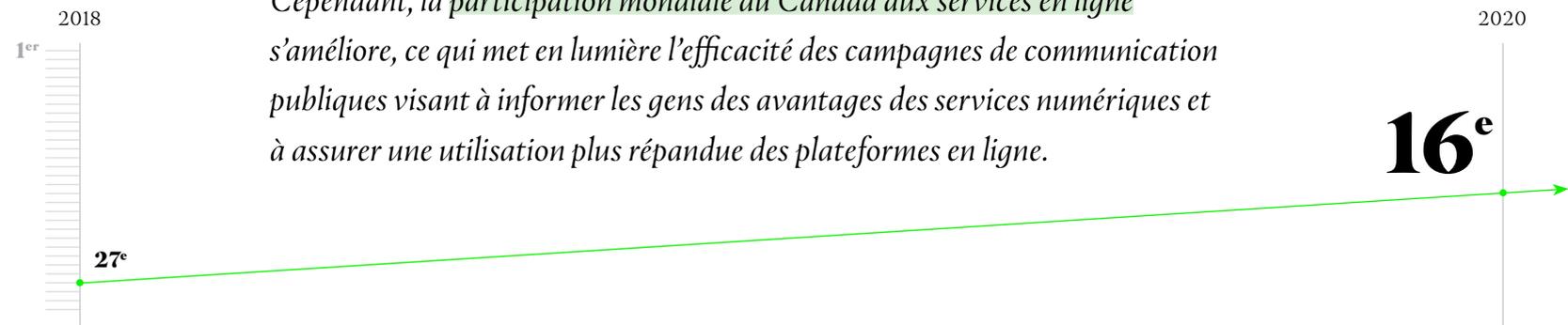
Classement des services gouvernementaux en ligne (2020)



Dans le cadre du classement des services gouvernementaux en ligne de 2020 par l'ONU, parmi 193 pays, le Canada se positionne loin derrière les États-Unis et le Royaume-Uni, entre autres homologues.



Le classement mondial du Canada pour les services gouvernementaux en ligne a reculé, ce qui souligne le besoin de mettre l'accent sur la prestation de ces services.



Cependant, la participation mondiale du Canada aux services en ligne s'améliore, ce qui met en lumière l'efficacité des campagnes de communication publiques visant à informer les gens des avantages des services numériques et à assurer une utilisation plus répandue des plateformes en ligne.

LE CANADA SE CLASSE AVANTAGEUSEMENT COMME UNE ÉCONOMIE OUVERTE QUI IMPOSE PEU D'OBSTACLES À LA PRESTATION DE SERVICES NUMÉRIQUES, MAIS QUI ACCUSE UN RETARD DANS LA CRÉATION DE RÈGLEMENTS QUI, SOUTIENNENT LES OBJECTIFS D'INCLUSION ET D'ÉQUITÉ.

L'adoption d'initiatives précises, comme les services bancaires ouverts, peut faire progresser l'inclusion et l'équité.

Le contexte réglementaire du Canada ralentit les progrès à l'échelle nationale.



Classement relatif à l'état de préparation aux services bancaires ouverts (2018)

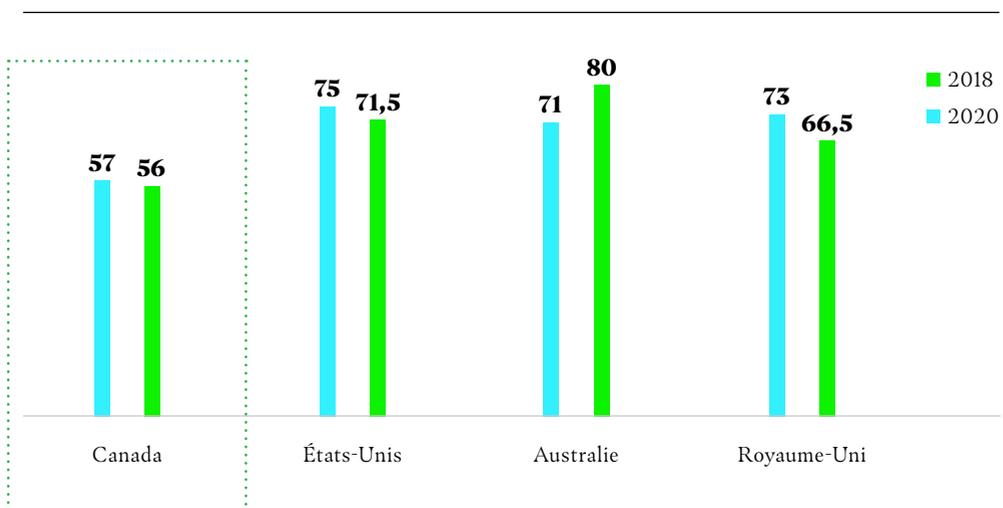
	Classement global	Contexte réglementaire	Potentiel d'adoption	Sentiment des consommateurs	Environnement d'innovation
ROYAUME-UNI	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}	7 ^e	3 ^e
ÉTATS-UNIS	4 ^e	9 ^e	6 ^e	2 ^e	1 ^{er}
CANADA	8^e	10^e	10^e	8^e	5^e
ESPAGNE	10 ^e	6 ^e	7 ^e	5 ^e	9 ^e

* Évalue les obstacles au commerce – infrastructures et connectivité, transactions électroniques, systèmes de paiement électronique et droits de propriété intellectuelle, entre autres – fondé sur les services numériques.

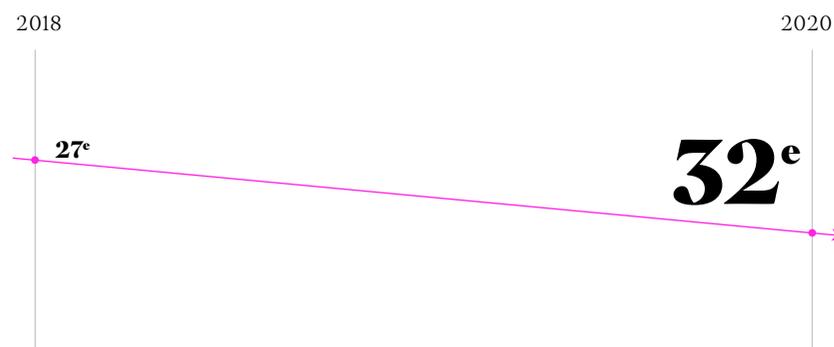
LE CANADA SE CLASSE DANS LA TRANCHE SUPÉRIEURE DE 25 % DES PAYS POUR LES MESURES DE L'ACCESSIBILITÉ NUMÉRIQUE DES PERSONNES HANDICAPÉES, MAIS MANQUE DE POLITIQUES DANS DES ASPECTS CLÉS COMME L'ÉDUCATION, L'EMPLOI ET L'AUTONOMIE.

Alors que nos lois et règlements se distinguent et que nous affichons une excellente capacité de mise en œuvre, l'absence de politiques précises sur l'accessibilité numérique fait reculer notre classement global. De plus, l'inaction à ces égards entraîne un recul au classement.

Pointages à l'indice DARE (Digital Accessibility Rights Evaluation) (sur 100), 2018 and 2020

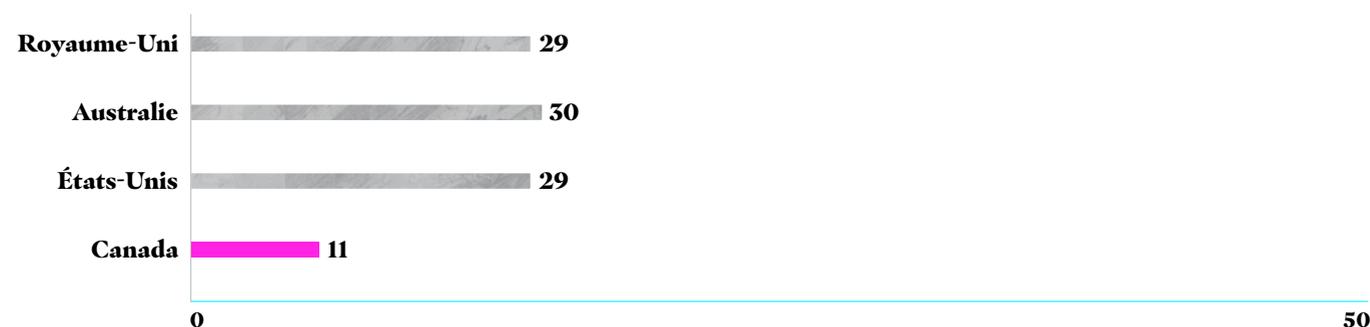


En 2020, le Canada se classait au 32^e rang (parmi 137 pays) à l'indice DARE de 2020, qui mesure le progrès des pays pour les engagements, à la capacité de mise en œuvre et les résultats concrets liés à l'accessibilité numérique pour les personnes handicapées.



Cependant, le classement du Canada à l'indice mondial DARE a reculé depuis 2018 parce qu'il n'a pas encore adopté et mis en œuvre des politiques précises concernant l'accessibilité numérique.

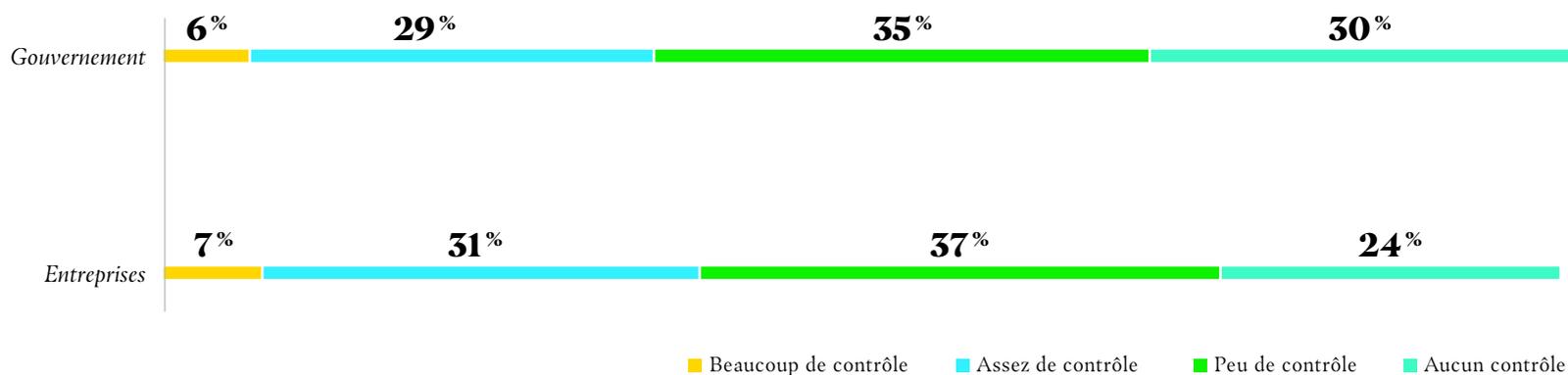
Indice DARE 2020 : pointage du niveau de mise en œuvre (0 à 50)



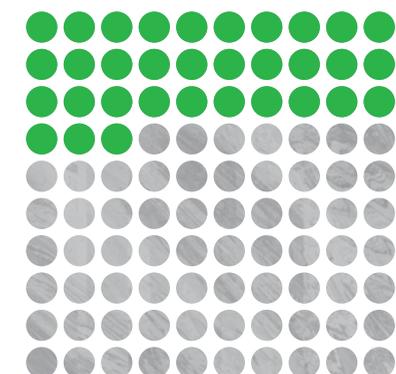
LES CANADIENS ONT L'IMPRESSION D'AVOIR PEU OU PAS DE CONTRÔLE SUR LA FAÇON DONT LEURS RENSEIGNEMENTS PERSONNELS SONT UTILISÉS PAR LES ENTREPRISES OU LE GOUVERNEMENT, ET CELA VARIE SELON L'ÂGE ET LA PROVINCE.

Les Canadiens ont l'impression d'avoir peu ou pas du tout de contrôle sur la façon dont leurs renseignements personnels sont utilisés par les entreprises (61 %) ou le gouvernement (65 %); les populations plus âgées et les résidents de la Colombie-Britannique étaient plus susceptibles d'exprimer ce sentiment à l'égard des entreprises.

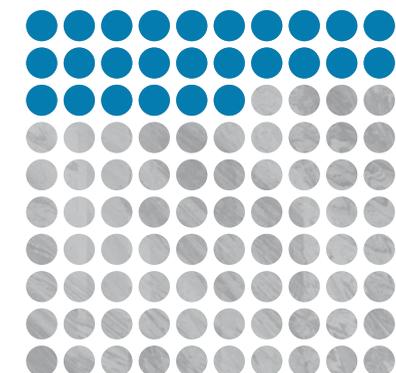
Dans quelle mesure estimez-vous avoir le contrôle sur la façon dont vos renseignements personnels sont utilisés? (2020, N=1516)



Il y a des différences selon l'âge et la province quant aux personnes qui ont l'impression d'exercer un contrôle sur leurs renseignements personnels fournis aux entreprises (2020)



33 %
des personnes de 55 ans et plus étaient plus susceptibles d'affirmer qu'elles ont beaucoup ou assez de contrôle (par rapport à 53 % des personnes de 16 à 24 ans et 36 % des personnes de 35 à 54 ans)



26 %
des répondants de la Colombie-Britannique étaient plus susceptibles d'affirmer qu'ils ont beaucoup ou assez de contrôle (par rapport à 43 % dans les Prairies, 41 % au Canada atlantique et 40 % en Ontario)

1. 2020 United Nations E-Government Survey | Bibliothèque multimédia – Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. Consulté le 29 septembre 2021. <https://www.un.org/development/desa/publications/publication/2020-united-nations-e-government-survey>.
2. Andreea Minea-Pic, *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2021*, 6.
3. Broadband Portal – OCDE. Consulté le 8 septembre 2021. <https://www.oecd.org/sti/broadband/broadband-statistics/>.
4. Leadership avisé RBC, *Des connexions à bâtir : préparer les jeunes Autochtones à un avenir numérique*, 13 juillet 2021. https://leadershipavise.rbc.com/des-connexions-a-batir-preparer-les-jeunes-autochtones-a-un-avenir-numerique/?_ga=2.196987116.1568078128.1656402924.954953082.1605705041.
5. Commissariat à la protection de la vie privée du Canada. *Sondage auprès des Canadiens sur les enjeux liés à la protection de la vie privée de 2020-2021*, 15 juin 2021. https://www.priv.gc.ca/fr/mesures-et-decisions-prises-par-le-commissariat/recherche/consulter-les-travaux-de-recherche-sur-la-protection-de-la-vie-privee/2021/por_2020-21_ca/#toc-2-1.
6. *Rapport de surveillance des communications – Disponibilité du service LTE et de la large bande* | CRTC. Consulté le 8 septembre 2021. <https://crtc.gc.ca/fra/publications/reports/policymonitoring/2020/cmr4.htm>.
7. *Rapport de surveillance des communications 2019 – Prix des services de communication au Canada en 2018* | CRTC. Consulté le 8 septembre 2021. <https://crtc.gc.ca/fra/publications/reports/policymonitoring/2019/cmr2.htm>.
8. *Compare Countries*. Consulté le 7 septembre 2021. <https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Data/Compare-Countries>.
9. *Country Profiles - Accessibility World*. Consulté le 29 septembre 2021. <https://www.accessibilityworldmap.org/countries/>.
10. *DESI | Shaping Europe's Digital Future*. Consulté le 8 septembre 2021. <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/desi>.
11. *Digital Accessibility Rights Evaluation Index - G3ict: The Global Initiative for Inclusive ICTs*. Consulté le 29 septembre 2021. <https://g3ict.org/digital-accessibility-rights-evaluation-index/>.
12. *Digital Intelligence Index*. Consulté le 7 septembre 2021. <https://digitalintelligence.fletcher.tufts.edu>.
13. *Indice de restriction sur les échanges de services numériques*. Consulté le 29 septembre 2021. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=70b70448-a29e-45d8-8e17-ccf81b00ad68&themetreeid=10>.
14. *EY Open Banking Opportunity Index: Where Open Banking Is Set to Thrive*. Consulté le 29 septembre 2021. https://www.ey.com/en_ca/banking-capital-markets/ey-open-banking-opportunity-index-where-open-banking-is-set-to-thrive.
15. World Economic Forum. *Global Competitiveness Report 2020*. Consulté le 29 septembre 2021. <https://fr.weforum.org/reports/the-global-competitiveness-report-2020>.
16. Gouvernement du Canada, Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). *Rapport de surveillance des communications 2019*. Rapports, 6 janvier 2020. <https://crtc.gc.ca/fra/publications/reports/policymonitoring/2019/cmr9.htm#a5.6>.
17. Wall Communications Inc. *Comparaison des tarifs des services filaires, sans fil et Internet offerts au Canada et à l'étranger*. Innovation, Sciences et Développement économique Canada. 7 novembre 2019. <https://www.ic.gc.ca/cic/site/695.nsf/fra/00182.html#a04>.
18. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Activités liées aux compétences numériques, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu*. 29 octobre 2019. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=2210011201&request_locale=fr.
19. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Automatisation et transformation des emplois au Canada : qui est à risque?* 29 juin 2020. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11f0019m/11f0019m2020011-fra.htm>.
20. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Difficultés rencontrées au moment de l'adoption ou de l'intégration de technologies, selon les caractéristiques de l'entreprise*. 28 mai 2021. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310035701&request_locale=fr.
21. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Difficultés rencontrées au moment de l'adoption ou de l'intégration de technologies, selon les caractéristiques de l'entreprise*. 28 mai 2021. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310035701&request_locale=fr.
22. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *L'utilisation d'Internet selon la province, inactif*. 21 juin 2021. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=2210008301&request_locale=fr.
23. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Utilisation d'Internet selon certaines caractéristiques, 2020*. 22 juin 2021. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210622/t001b-fra.htm>.
24. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Utilisation d'Internet des personnes ayant une incapacité âgées de 15 ans et plus, selon l'emplacement et le groupe d'âge*. 22 mars 2021. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1310081401&request_locale=fr.
25. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Investissements dans des capacités de vente en ligne et de commerce électronique au cours des 12 prochains mois, selon les caractéristiques de l'entreprise*. 28 mai 2021. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310034501&request_locale=fr.
26. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Lieu d'accès à Internet, selon le groupe d'âge et le quartile de revenu du ménage, inactif*. 29 octobre 2019. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=2210008101&request_locale=fr.
27. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Interactions en ligne avec le gouvernement fédéral canadien par industrie et taille d'entreprise*. 23 novembre 2020. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=2210012201&request_locale=fr.
28. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Interactions en ligne avec le gouvernement fédéral canadien par industrie et taille d'entreprise*. 23 novembre 2020. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=2210012201&request_locale=fr.
29. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Acheteurs en ligne et type d'achats selon le groupe d'âge, inactif*. 21 juin 2021. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=2210008501&request_locale=fr.
30. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Pourcentage des élèves de 15 ans ayant déclaré avoir accès à un ordinateur à la maison et pouvoir l'utiliser dans le cadre de leurs travaux scolaires, 2018*. 14 décembre 2020. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201214/cg-a001-fra.htm>.
31. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *La résolution de problèmes dans des environnements technologiques – Répartition de non-répondants et des niveaux de compétence, selon la situation d'activité, le niveau le plus élevé de scolarité et le groupe d'âge*. 22 juin 2015. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3710005001&request_locale=fr.
32. Gouvernement du Canada, Statistique Canada. *Utilisation de services et de technologies liés à Internet, selon le groupe d'âge et le quartile de revenu du ménage*. 29 octobre 2019. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=2210011301&request_locale=fr.
33. *Accès et utilisation des TIC par les ménages et les individus*. Consulté le 7 septembre 2021. https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=ICT_HH2.
34. *OECD Going Digital Toolkit*. Consulté le 29 septembre 2021. <https://goingdigital.oecd.org/indicator/41>.
35. *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2021 : se former pour la vie* | fr | OCDE. Consulté le 29 septembre 2021. <https://www.oecd.org/fr/education/perspectives-de-l-ocde-sur-les-competences-8e76915b-fr.htm>.
36. *Bargain Hunting. Prices of the Internet around the World* – Picodi.Com. 10 décembre 2019. <https://www.picodi.com/ca/bargain-hunting/prices-of-the-internet-around-the-world>.
37. World Economic Forum. *The Global Competitiveness Report 2017-2018*. Consulté le 8 septembre 2021. <https://fr.weforum.org/reports/the-global-competitiveness-report-2017-2018>.
38. World Economic Forum. *The Global Information Technology Report 2016*. Consulté le 29 septembre 2021. <https://fr.weforum.org/reports/the-global-information-technology-report-2016>.
39. *Which Economies Showed the Most Digital Progress in 2020?* Consulté le 7 septembre 2021. <https://hbr.org/2020/12/which-economies-showed-the-most-digital-progress-in-2020>.



www.deloitte.ca

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n'y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Ce document ne remplace pas les services ou conseils professionnels et ne devrait pas être utilisé pour prendre des décisions ou mettre en oeuvre des mesures susceptibles d'avoir une incidence sur vos finances ou votre entreprise. Avant de prendre des décisions ou des mesures qui peuvent avoir une incidence sur votre entreprise, vous devriez consulter un conseiller professionnel reconnu. Deloitte n'est aucunement responsable de toute perte que subirait une personne parce qu'elle se serait fiée à la présente publication.

À propos de Deloitte

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans différents secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500^{MD} par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir *www.deloitte.com/ca/apropos*.

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 330 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 11 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur *LinkedIn*, *Twitter*, *Instagram* ou *Facebook*.

© Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Conçu et produit par L'Agence | Deloitte Canada. 21-4752616